



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Economie, des Finances
et des Programmes de Dénationalisation

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2014



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Economie, des Finances
et des Programmes de Dénationalisation

Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2014

SOMMAIRE

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	11
1.1. Balance des biens.....	12
1.1.1. Exportations de biens.....	13
1.1.2. Importations de biens.....	18
1.2. Balance des services.....	21
1.2.1. Transports.....	22
1.2.2. Voyages.....	22
1.2.3. Autres services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	23
1.4. Compte de revenu secondaire.....	24
2. COMPTE DE CAPITAL.....	25
3. COMPTE FINANCIER.....	27
3.1. Investissements directs.....	27
3.2. Investissements de portefeuille.....	27
3.3. Autres investissements.....	28
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	29
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	29
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	30
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	30
4.4. Réconciliation avec les statistiques monétaires.....	30
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	33
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	33
CONCLUSION.....	34
ANNEXES.....	35

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	6
Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria.....	14
Encadré 3 : Mesures prises par le Gouvernement pour redynamiser la filière coton au Bénin.....	15
Encadré 4 : Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO.....	19
Encadré 5 : Actualisation du taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	21
Encadré 6 : Exemples de deux projets structurants dans le domaine agricole au Bénin : le PPEA et le PAIA-VO.....	25

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2004 et 2014.....	12
Graphique 2 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2004 et 2014.....	12
Graphique 3 : Structure des exportations officielles en 2013 et en 2014.....	14
Graphique 4 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2007-2008.....	15
Graphique 5 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde (volume et valeur) sur la période 2007-2014.....	16
Graphique 6 : Destination des exportations par zone géographique en 2013 et en 2014.....	17
Graphique 7 : Structure des importations (CAF) en 2013 et en 2014.....	19
Graphique 8 : Origine des importations par zone géographique en 2013 et en 2014.....	20
Graphique 9 : Ventilation géographique de la PEG en 2014.....	33

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	8
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	11
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	13
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2010 à 2014.....	13
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2010 à 2014.....	18
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2010 à 2014.....	21
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2010 à 2014.....	22
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2010 à 2014.....	22
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2010 à 2014.....	23
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2010 à 2014.....	23
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2010 à 2014.....	24
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2010 à 2014.....	24
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2010 à 2014.....	25
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2010 à 2014.....	27
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2010 à 2014.....	29
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	30
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	30
Tableau 18 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements.....	31
Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	32

SIGLES ET ABREVIATIONS

ASECNA	: Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
ATC	: Autres Titres de Créances
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CREPMF	: Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DPQC	: Direction pour la Promotion de la Qualité et de Conditionnement
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONS	: Office National de Stabilisation des revenus agricoles
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAIA-VO	: Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPEA	: Projet d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat Agricole pour la transformation socio-économique des zones rurales
SCN	: Système de Comptabilité Nationale
SONAPRA	: Société Nationale de Promotion Agricole
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Pour la quatrième année consécutive, les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2012 pour l'élaboration des comptes de 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

Enfin, les comptes extérieurs de l'année 2014 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers, ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la neuvième réunion s'est tenue les 14 et 15 septembre 2015 à Dakar, au Sénégal.

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2014, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés en cohérence avec la dynamique économique nationale qui s'est traduite par un taux de croissance économique estimé à 6,5% contre 6,9% en 2013. Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 175.050,5 millions en 2014 contre un excédent de 99.076,9 millions¹, une année plus tôt.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes s'est toutefois aggravé de 31,6% en ressortant à 437.515,0 millions en 2014 contre 332.575,6 millions en 2013. Traditionnellement, le déficit de la balance courante est imputable à la détérioration de la balance des biens et services, dont la contribution au déficit courant en 2014 est estimée à 38,6%. En revanche, les revenus secondaires nets ont contribué à réduire le déficit courant.

Le déficit de la balance des biens s'est en effet dégradé de 48.992,1 millions par rapport à 2013, en liaison avec une forte progression des importations insuffisamment couvertes par la hausse des exportations.

Les services nets affichent un déficit de 201.119,2 millions, en détérioration de 79.289,2 millions par rapport à l'année précédente, en relation avec une hausse significative du fret induite par les importations de biens réalisées en 2014.

Le déficit des revenus primaires nets est en repli de 3.851,7 millions pour se situer à 30.235,6 millions en 2014, après une stabilisation enregistrée entre 2012 et 2013.

L'excédent des revenus secondaires s'est, quant à lui, conforté de 19.490,3 millions pour s'établir à 145.100,9 millions en 2014 contre 125.610,6 millions en 2013, sous l'effet d'une mobilisation accrue des aides budgétaires et des transferts reçus au titre des envois de fonds.

Le compte de capital est ressorti excédentaire de 125.205,5 millions au cours de l'année sous revue contre un excédent de 91.851,7 millions en 2013, en liaison avec une augmentation des autres transferts en capital au profit de l'Administration publique et des ménages.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 312.309,5 millions contre un besoin de financement de 240.723,9 millions en 2013, entièrement couvert par les opérations financières. En effet, le compte financier affiche une augmentation du passif net de 148.431,5 millions pour s'établir à 480.126,0 millions en 2014 contre 331.694,5 millions en 2013.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif financier net de 1.032.823,7 millions au 31 décembre 2014 contre 739.968,5 millions au 31 décembre 2013. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 12.202,1 millions, imputables essentiellement aux évolutions du taux de change entre le FCFA et les principales devises étrangères, en particulier le dollar américain.

¹ Sauf précision, l'unité est le FCFA

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2011	2012	2013	2014
Compte des transactions courantes	-243 559,6	-294 558,2	-332 575,6	-437 515,0
Biens et services	-303 063,0	-362 824,8	-424 099,0	-552 380,4
Biens	-259 312,9	-285 624,8	-302 269,0	-351 261,1
Marchandises générales, base balance des paiements	-261 535,9	-295 872,8	-311 179,9	-330 809,7
<i>dont : Réexportations</i>	228 135,0	446 998,1	596 074,2	882 472,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	2 223,0	271,0	-1 585,1	-31 198,7
Or non monétaire	0,0	9977	10 496,0	10 747,3
Services	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2
Transport	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9
<i>dont fret</i>	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0
Voyages	59 800,6	64 900,4	74 254,8	47 919,0
Autres services	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3
Revenu primaire	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6
Rémunération des salariés	3 443,3	2 426,2	3 155,8	2 081,1
Revenus des investissements	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7
Autre revenu primaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu secondaire	66 818,0	102 338,4	125 610,6	145 100,9
Administrations publiques	15 057,4	31 848,7	39 037,2	44 030,4
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	51 760,6	70 489,7	86 573,5	101 070,5
Dont Envois de fonds des travailleurs	48 677,0	58 851,6	69 812,0	77 066,2
Compte de capital	125 226,3	84 977,0	91 851,7	125 205,5
Transferts de capital	125 220,3	84 977,0	91 934,7	125 904,8
Administration publique	87 709,3	53 770,7	57 314,5	63 866,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	37 511,0	31 206,3	34 620,3	62 038,8
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	6,0	0,0	-83,0	-699,3
Compte financier	-97 628,4	-269 794,7	-331 694,5	-480 126,0
Investissement direct	-47 866,9	-123 154,1	-149 036,1	-191 804,5
Investissements de portefeuille	-27 918,4	-35 218,5	-19 486,7	-23 946,9
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-21 843,0	-111 422,2	-163 171,8	-264 374,6
Erreurs et omissions nettes	8 834,4	9 393,2	8 106,3	7 234,1
Solde global	-11 870,6	69 606,8	99 076,9	175 050,5
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5
Banque centrale	152 652,1	108 601,3	30 956,7	-46 555,5
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-140 781,5	-178 208,1	-130 033,6	-128 495,0

Source : BCEAO (décembre 2015)

INTRODUCTION

Les échanges extérieurs du Bénin en 2014 se sont déroulés dans un environnement économique et financier marqué par un redressement progressif de l'activité aux États-Unis et dans la Zone euro. En revanche, les pays émergents et en développement ont connu une décélération du rythme de progression de leur économie en raison principalement de la volatilité des marchés boursiers, des contraintes structurelles internes et du regain des tensions géopolitiques dans plusieurs régions. Ainsi, les estimations effectuées par le FMI situent le taux de croissance de l'économie mondiale à 3,4% en 2014 contre 3,3% une année plus tôt.

Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont continué d'imprimer une orientation accommodante à leur politique monétaire, maintenant leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro afin de soutenir la croissance.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique a évolué à un rythme relativement soutenu, en liaison avec la hausse de la production industrielle, la poursuite des investissements publics dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics et la progression de la production agricole. Le Produit Intérieur Brut (PIB) réel de l'Union a progressé de 6,5% en 2014, contre 5,9% en 2013. Sur le plan de l'inflation, le niveau général des prix à la consommation a baissé, en moyenne, pour se situer à -0,1% en 2014 contre une réalisation de +1,5% en 2013. Cette évolution est globalement imprimée par les prix des produits alimentaires et s'explique par une offre suffisante, ainsi que par l'orientation baissière des cours mondiaux des produits alimentaires importés par l'Union. Elle a été également favorisée par la baisse des cours internationaux du pétrole brut.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a continué de soutenir les banques dans le cadre de ses adjudications régionales. Elle a ainsi poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a consacré la détente des taux d'intérêt, en harmonie avec les fondamentaux des économies de l'Union, en maintenant inchangés le taux minimum de soumission au marché monétaire à 2,50% et le taux d'intérêt des prêts marginaux à 3,50%, depuis le 16 septembre 2013.

Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,5% en 2014 contre 6,9% en 2013, selon les données révisées par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE)². La croissance de l'activité économique en 2014 est soutenue par la hausse de la production de coton graine, qui a atteint 393.325 tonnes au cours de la campagne 2014-2015 contre 307.355 tonnes lors de la campagne 2013-2014, la bonne tenue de la production industrielle et du commerce de détail ainsi que la bonne orientation des activités au Port de Cotonou. Les contributions sectorielles à la croissance en 2014 ressortent à 1,0 point de pourcentage pour le secteur primaire, 1,5 point de pourcentage pour le secteur secondaire et 4,0 points de pourcentage pour le secteur tertiaire.

S'agissant des prix intérieurs, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à -1,1% en 2014 contre 1,0% en 2013, se situant ainsi en

² L'INSAE a publié en octobre 2015 de nouvelles données sur les comptes nationaux, élaborées sur la base du Système de Comptabilité Nationale 1993 (SCN 1993) des Nations Unies. Le SCN 1993 comporte des modifications liées aux concepts, aux produits et au système de valorisation des opérations sur biens et services. En outre, les modifications retracées par les nouvelles données prennent en compte les récents développements des activités telles que la télécommunication et les secteurs de la banque et de la microfinance. L'année de base utilisée pour le PIB à prix constants est 2007, en remplacement de l'année 1985, compte tenu de l'évolution de la structure des prix.

dessous du seuil de 3% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États de l'Union. Cette décélération de l'inflation est essentiellement due aux fonctions « transports » et « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », en liaison avec l'atténuation des effets sur le marché informel de l'essence au Bénin de la décision prise par le Gouvernement du Nigeria en janvier 2012 de réduire de moitié les subventions sur les produits pétroliers.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une réduction du déficit global hors dons (base engagement) qui s'est établi à 2,9% du PIB courant contre 3,5% en 2013. Cette évolution résulte d'une baisse moins prononcée des recettes totales (hors dons) comparativement aux dépenses totales et prêts nets en 2014. Les recettes de l'Etat hors dons se sont chiffrées en 2014 à 780,8 milliards contre 795,5 milliards en 2013 tandis que les dépenses publiques sont passées de 952,1 milliards en 2013 à 916,5 milliards en 2014.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 307.835,9 millions, soit une augmentation de 17,9% comparativement aux réalisations de 2013, sous l'effet conjugué d'un accroissement de 10,3% du crédit intérieur et d'une consolidation de 19,8% des avoirs extérieurs nets. L'évolution du crédit intérieur est essentiellement imputable à une hausse de 6,0% des crédits à l'économie qui ont profité aux sociétés de commercialisation des produits pétroliers, des produits alimentaires, au secteur industriel et au financement de la campagne agricole.

Ces différentes évolutions se sont traduites au niveau des comptes extérieurs, par un excédent de 175.050,5 millions du solde global de la balance des paiements. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en cinq parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 9,2% du PIB en 2014 contre un déficit de 7,4% en 2013. La dégradation du déficit des transactions courantes est essentiellement imputable à l'évolution défavorable de la balance des biens et des services.

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 6^e édition du manuel du FMI, indique une dégradation du déficit structurel du compte courant dont le solde s'est établi en 2014 à 437.515,0 millions, soit 9,2% du PIB nominal. En 2013, le solde courant était déficitaire de 332.575,6 millions, soit 7,4% du PIB courant.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-312 955,0	-303 063,0	-362 824,9	-424 099,0	-552 380,4
Biens	-244 490,0	-259 312,9	-285 624,9	-302 269,0	-351 261,1
Services	-68 465,0	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2
Revenu primaire	-26 489,0	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6
Revenu secondaire	76 780,0	66 818,0	102 338,4	125 610,6	145 100,9
Solde du compte courant	-262 664,0	-243 559,6	-294 558,3	-332 575,6	-437 515,0
Solde du compte courant (hors dons)	-304 244,0	-258 617,0	-326 406,9	-371 612,8	-481 545,4
PIB Nominal	3 452 000,0	3 687 300,0	4 144 000,0	4 501 100,0	4 734 200,0
Solde courant (en % PIB)	-7,6	-6,6	-7,1	-7,4	-9,2

Sources : INSAE-BCEAO (décembre 2015)

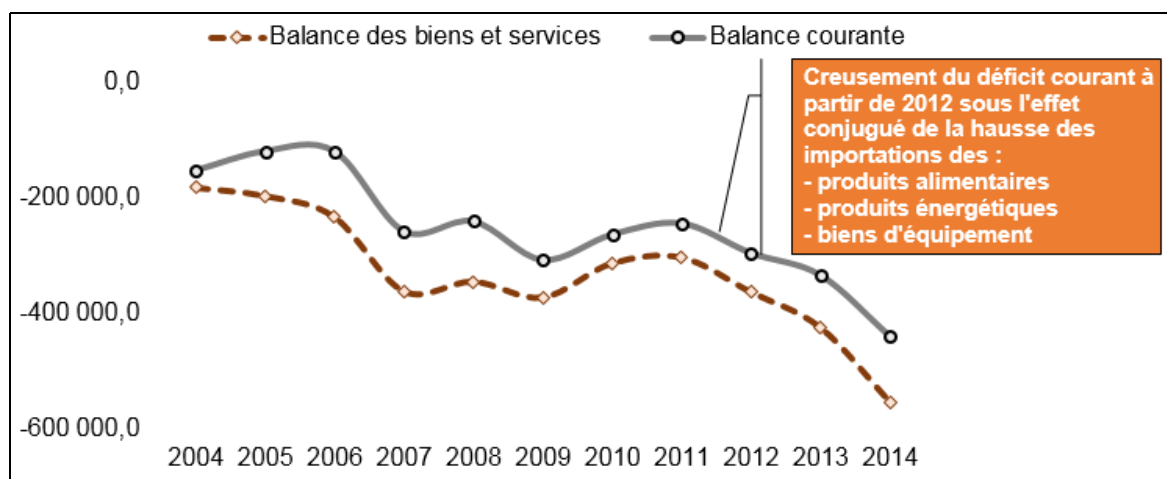
En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 1. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En particulier, la dégradation du déficit des transactions courantes, d'environ deux points de pourcentage du PIB nominal (1,8 point) entre 2013 et 2014, est essentiellement imputable à l'accroissement des importations de biens et des services de fret y afférents. Le creusement du déficit des transactions courantes s'est accentué depuis l'année 2012, en relation avec la

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

hausse des importations des *produits alimentaires* (riz, huiles végétales, produits congelés...) qui sous-tendent les activités de réexportation vers le Nigeria, des *produits énergétiques* (produits pétroliers et énergie électrique) en vue de la résorption du déficit national en la matière et des *biens d'équipement*, en soutien à la réalisation des infrastructures socio-économiques.

Graphique 1 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2004 et 2014

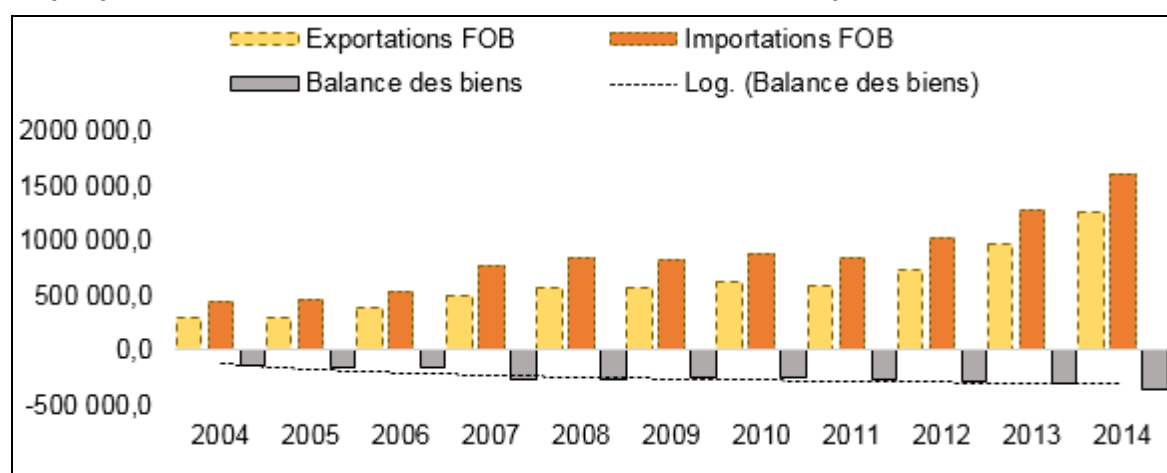


Sources : INSAE-BCEAO (décembre 2015)

1.1. Balance des biens

La balance commerciale maintient un profil déficitaire. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 302.269,0 millions en 2013, s'est aggravé de 16,2% pour atteindre 351.261,1 millions en 2014. Dans le même sens, le ratio du déficit commercial rapporté au PIB a fléchi de -6,7% à -7,4%.

Graphique 2 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2004 et 2014



Sources : INSAE-BCEAO (décembre 2015)

La détérioration de la balance commerciale entre 2013 et 2014 résulte d'un accroissement des importations (+337.152,6 millions), plus important que celui des exportations (+288.160,5 millions), en valeur absolue. Par contre, en valeur relative, la hausse des exportations (+29,4%) est plus prononcée que celle des importations (+26,3%). De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré, en passant de

76,4% en 2013 à 78,3% en 2014. Les principaux produits à l'origine de cette dynamique des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens FOB (1)	634 714,0	588 547,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2
Importations de biens FOB (2)	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3
Balance commerciale de biens	-244 490,0	-259 312,9	-285 624,8	-302 269,0	-351 261,1
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	72,2	69,4	72,1	76,4	78,3
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	43,9	39,0	42,4	50,2	61,0
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	18,4	16,0	17,8	21,8	26,8
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	25,5	23,0	24,7	28,5	34,2

Sources : INSAE-BCEAO (décembre 2015)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2014 sont arrêtées à 1.267.286,2 millions contre 979.125,7 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Postes	2 010	2 011	2 012	2013	2014
Marchandises générales	634 751,0	586 324,0	726 249,8	970 214,8	1 287 259,9
<i>dont réexportations</i>	<i>240 596,1</i>	<i>228 134,9</i>	<i>446 998,6</i>	<i>596 074,2</i>	<i>882 472,2</i>
Exportations nettes dans le cadre du négoce international**	-37,0	2 223,0	271,0	-1 585,1	-30 721,0
Or non monétaire	0,0	0,0	9 976,9	10 496,0	10 747,3
<i>dont réexportations</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>9 976,9</i>	<i>10 496,0</i>	<i>10 747,3</i>
Total exportations de biens	634 714,0	588 547,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2

Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

**Transactions liées aux produits pétroliers

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 882.472,2 millions en 2014 contre 596.074,2 millions en 2013. Le niveau relativement élevé des estimations de réexportation en 2014 s'explique par l'importante augmentation des importations de produits alimentaires, du riz en particulier, qui continuent d'être exportés vers le Nigeria par les canaux informels au moyen notamment du phénomène de fractionnement (Cf. encadré 2).

L'évolution des exportations nettes dans le cadre du négoce international est imprimée par des opportunités liées au commerce de produits pétroliers dans la sous-région. Ces produits sont négociés auprès des fournisseurs étrangers dans la perspective de les céder à d'autres pays, notamment ceux de l'arrière-pays. Les principaux négociants en la matière sont les sociétés ORYX Bénin, Puma Energy Bénin et APS Bénin.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. Tout comme en 2013, ces réexportations d'or se sont élevées à un peu plus de 10.000 millions.

Encadré 2 : Réexportation vers le Nigeria

Au Bénin, l'activité de réexportation de biens évolue au rythme des mesures douanières en vigueur au Nigeria. Ces mesures visent à protéger la production locale nigériane par des restrictions sur les importations de certains produits tels que le riz, les huiles végétales, les poissons congelés, les friperies et les véhicules d'occasion.

En règle générale, l'instauration des mesures douanières restrictives sur ces produits au Nigeria entraîne un détournement de trafic via le port de Cotonou. C'est ainsi que le durcissement de ces mesures durant l'année 2013 a favorisé une hausse de 33,4% des réexportations totales.

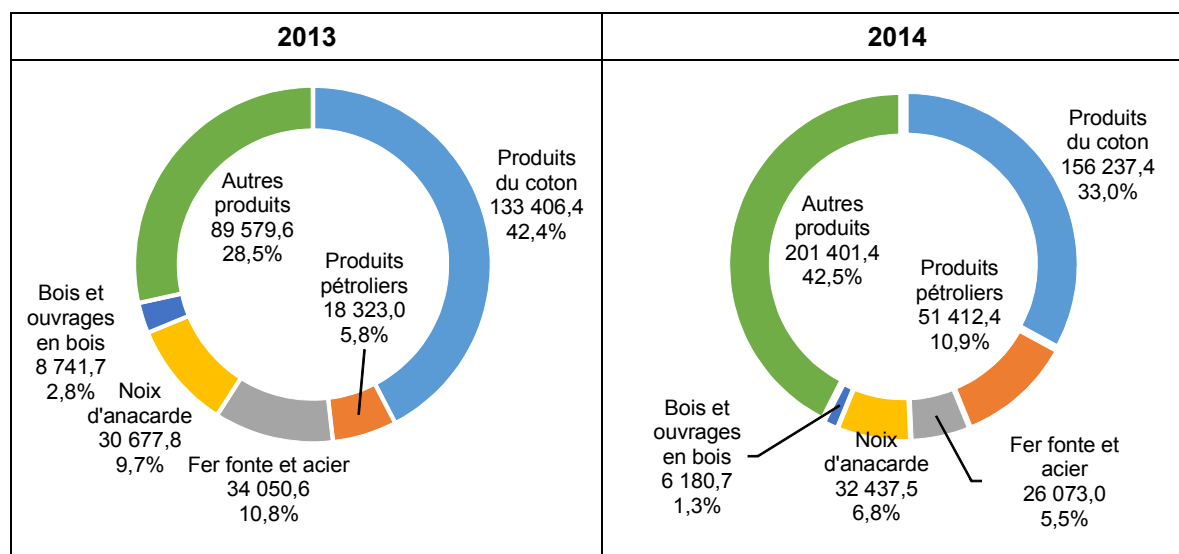
En 2014, deux facteurs ont accentué les importations de riz via le port de Cotonou. Le premier concerne la décision des Autorités nigérianes de suspendre les importations de riz à compter de l'année 2015. A cet égard, la Banque Centrale du Nigeria a décidé de ne plus octroyer de devises aux importateurs de riz afin de réduire l'érosion de ses réserves de change, tout en soutenant la politique d'autosuffisance agricole des Autorités nationales. Le second concerne l'entrée en vigueur du TEC dès le 1^{er} janvier 2015.

Anticipant ces mesures, les opérateurs béninois ont accru leurs importations de riz en 2014. La partie non réexportée a servi à constituer des stocks.

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent près du tiers des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 3 : Structure des exportations officielles en 2013 et en 2014



Source : INSAE (Septembre 2015)

1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée s'est accrue de 158.736,4 tonnes en 2013 à 186.037,1 tonnes en 2014, soit 17,2%, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2013-2014⁴ qui s'est soldée par une production de coton graine de 307.355 tonnes contre 243.023 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière s'est ainsi redressée pour la deuxième année consécutive à la suite de la prise en charge de la gestion de la filière par le Gouvernement, à titre transitoire, en 2012. Le secteur a également profité de la bonne orientation des cours de la fibre de coton sur le marché international au cours de la période.

Encadré 3 : Mesures prises par le Gouvernement pour redynamiser la filière coton au Bénin

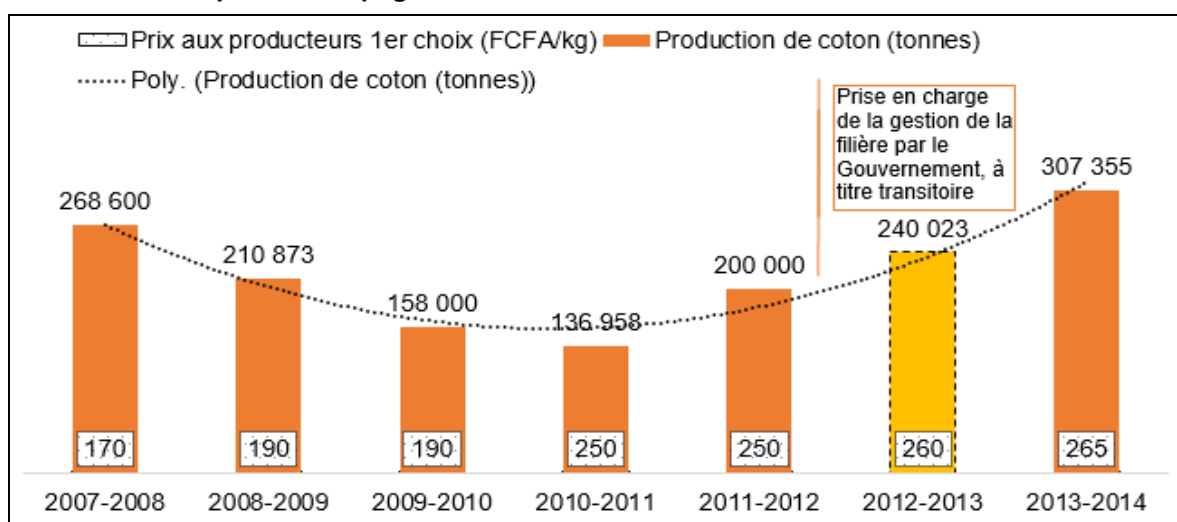
En réponse à la crise de confiance née entre le Gouvernement, l'Association Interprofessionnelle de Coton (AIC) et les producteurs sur le niveau de la production de coton-graine au titre de la campagne agricole 2011-2012, le Gouvernement a initié une série de réformes pour redynamiser cette filière au Bénin. Dans ce cadre, le Gouvernement a décidé de conduire, à titre exceptionnel, la campagne cotonnière 2012-2013, le temps de mieux cerner les problèmes de la filière et de mettre en place un nouveau cadre pour sa gestion.

A cet effet, le Gouvernement a arrêté les mesures suivantes :

- **La gestion des flux physiques** : les opérations relatives à la récolte, à l'égrenage, au conditionnement et au pesage sont confiées à deux (02) structures du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche que sont l'Office National de Stabilisation des revenus agricoles "ONS" et la Direction pour la Promotion de la Qualité et de Conditionnement "DPQC".
- **La commercialisation** : les opérations de commercialisation du coton-graine sont confiées à la Société Nationale de Promotion Agricole (SONAPRA).
- **La gestion des flux financiers** : les flux financiers sont gérés par l'Office National de Stabilisation des revenus agricoles.
- **L'implication des élus locaux et le renforcement de l'encadrement des cotonculteurs.**

Ces mesures ont été reconduites lors des campagnes qui ont suivi, dans l'attente de la réforme du secteur cotonnier. Le Gouvernement prévoit notamment un plan de zonage des bassins cotonniers.

Graphique 4 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2007-2008



Sources : INSAE et Ministère en charge de l'Agriculture (Juin 2015)

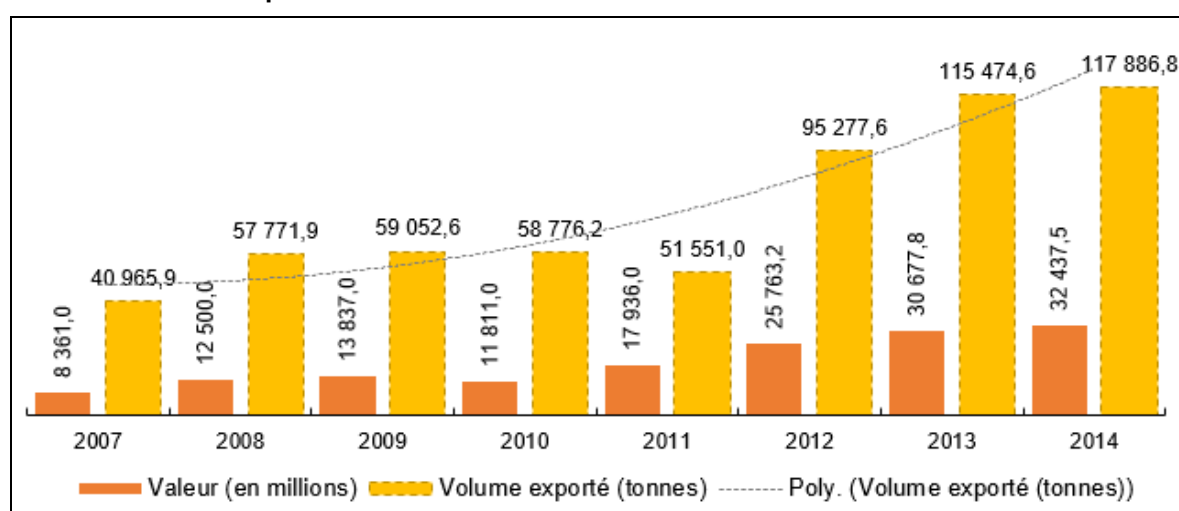
⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne $(n-1)-n$.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 718,8 FCFA le kilogramme en 2014, contre 634,6 FCFA le kilogramme en 2013. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 150.434,9 millions en 2014 contre 122.490,2 millions en 2013, en hausse de 27.944,7 millions.

1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde émerge progressivement comme la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international se sont redressés, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale, en provenance notamment d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis. Les ventes à l'étranger se sont élevées à 32.437,5 millions en 2014, en hausse de 5,7% par rapport à 2013 où elles s'étaient établies à 30.677,8 millions.

Graphique 5 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde (volume et valeur) sur la période 2007-2014



Sources : INSAE-DGDDI (Septembre 2015)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Les produits en « fer, fonte et acier » sont principalement exportés par les industries métallurgiques en direction des pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. En 2014, les exportations déclarées à la Douane ont porté sur des barres de fer et d'acier.

Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam. En 2014, cette activité de récupération a représenté 29,6% des ventes totales à l'étranger des produits en « fer, fonte et acier », selon les statistiques officielles.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont baissé de 23,4% en valeur pour s'établir à 26.073,0 millions en 2014 contre 34.050,6 millions en 2013, à la suite du repli des prix. En effet, en volume, les exportations ont plutôt progressé de 32,0%, passant de 162.387,5 tonnes à 214.432,6 tonnes sur la période sous revue. Par contre, les cours des principaux métaux ont reculé, en raison du surplus des matières premières minérales et des

stocks élevés, consécutifs à la fois à une faible croissance de la demande, notamment de la Chine, au démarrage de nouvelles capacités de production (minerai de fer, de cuivre, de chromite, etc.) et au raffermissement du dollar. L'indice moyen des prix des métaux a ainsi perdu 5,7% entre 2013 et 2014 (INSEE⁵, 2015).

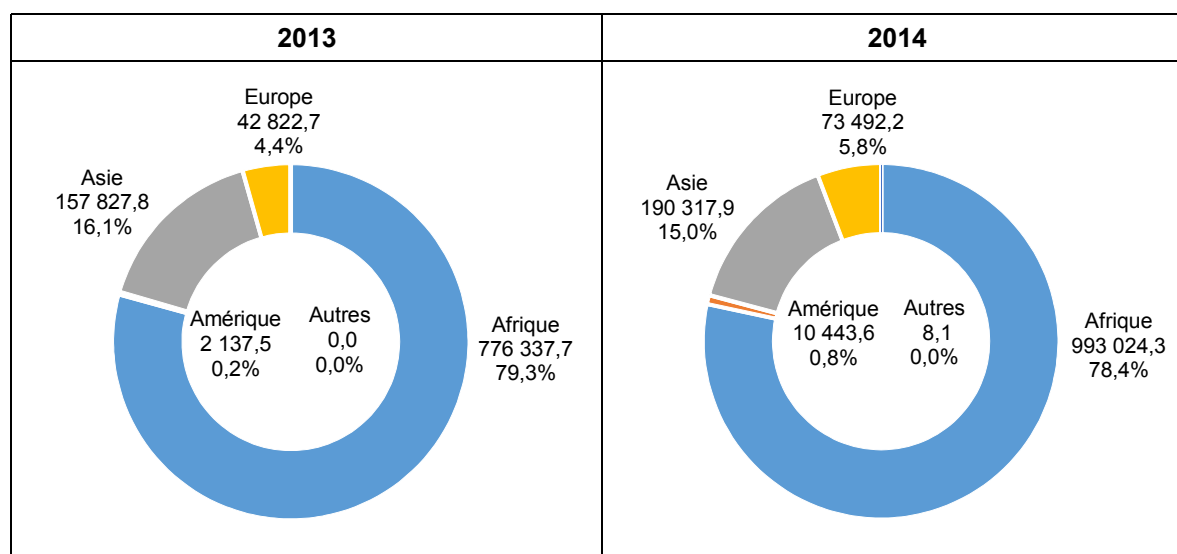
1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont presque triplé en valeur, passant de 18.323,0 millions en 2013 à 51.412,4 millions en 2014, en liaison avec la hausse du transit via le port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés ORYX Bénin (61,4%), Puma Energy Bénin (8,0%) et Corlay Bénin (7,0%), selon les statistiques officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

D'une année à l'autre, la répartition géographique des exportations ajustées⁶, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux en faveur de l'Afrique et de l'Asie qui sont les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 78,4% et de 15,0% en 2014. L'Europe, en recueillant 5,8% des ventes à l'étranger en 2014, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 6 : Destination des exportations par zone géographique en 2013 et en 2014



Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

En Afrique, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en 2014 sont le Nigeria (50,9%), le Togo (6,4%), le Gabon (5,6%), le Mali (5,2%) et le Niger (4,7%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria ont plus que doublé, passant de 254.246,7 millions en 2013 à 645.396,9 millions en 2014. Cette hausse est soutenue par le commerce de riz, des graisses et huiles végétales, des friperies ainsi que du fer, de la fonte et de l'acier.

S'agissant du Gabon, les principaux produits qui y sont réexportés concernent les matériels de transport, les machines, les appareils et les biens intermédiaires.

⁵ Selon les données publiées sur le site de l'INSEE à l'adresse <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=79>

⁶ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intra-communautaires et des estimations de l'INSAE sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA ont progressé de 3,3% pour ressortir à 222.414,5 millions en 2014 contre 215.288,5 millions en 2013. Les échanges intra-UEMOA représentent 17,6% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Togo (6,4%), le Mali (5,2%) et le Niger (4,7%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les machines et appareils, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont la Chine (3,7%) et l'Inde (3,2%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est tels que l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées du coton (79,0%), de fer, fonte et acier (12,1%) et du bois (2,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (66,5%), le coton (16,5%) et le bois (10,3%).

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) se sont accrues de 26,2% pour ressortir à 1.618.547,3 millions en 2014 contre 1.281.394,7 millions en 2013. Elles sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 069,6
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-	-	-	-	477,7
Total importations de biens	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7	1 618 547,3

Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) ont progressé de 30,3% en valeur pour s'établir à 1.854.702,7 millions en 2014 contre 1.423.947,3 millions, un an plus tôt, dans un contexte marqué par l'anticipation par les opérateurs économiques de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO à partir du 1^{er} janvier 2015 (Cf. encadré 4 ci-dessous). En volume, les importations totales ont augmenté de 9,1% en passant de 4,4 millions de tonnes en 2013 à 4,8 millions de tonnes en 2014.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 1.894.973,6 millions, représentant 40,0% du PIB nominal en 2014 contre 33,0% en 2013. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des cinq dernières années est fournie en annexe 7.

Encadré 4 : Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO

Le 25 octobre 2013 à Dakar, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le TEC de la CEDEAO s'inspire dans ses grandes lignes du TEC de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) adopté par le Règlement communautaire n°02/97/CM/UEMOA.

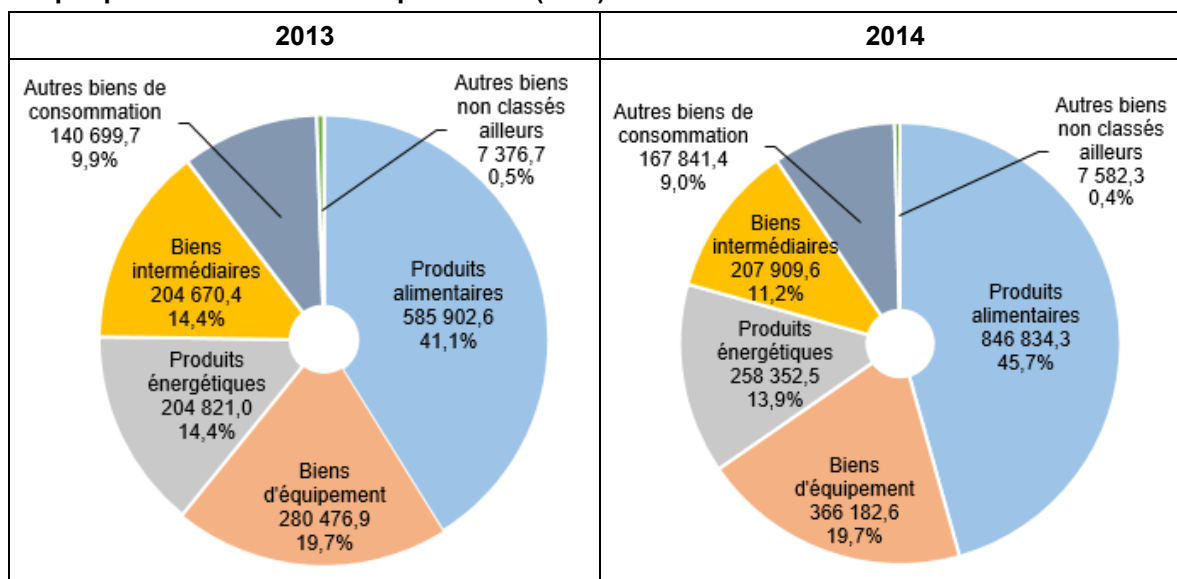
La principale innovation du TEC de la CEDEAO réside dans l'introduction d'une 5^e bande tarifaire, en complément des quatre bandes que comporte le TEC de l'UEMOA, pour assurer une protection temporaire au secteur industriel des pays membres par l'application d'un taux de droit de douane supérieur à 20% sur les produits concernés à l'importation. Les produits de la 5^e bande sont, entre autres, (i) les volailles, viandes et préparations carnées, (ii) les yaourts et fromages ; (iii) les pommes de terres et oignons, (iv) les farines de céréales et les huiles végétales raffinées, (v) les pâtes alimentaires et biscuits, (vi) les boissons alcoolisées ou non.

Selon une étude réalisée par la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation en 2013, l'impact du TEC-CEDEAO (entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2015) sur l'économie béninoise dépendra du comportement du commerce de réexportation. Si ce commerce se maintient, l'application de cette réforme se traduira par un accroissement des recettes douanières béninoises. Par contre, si l'activité baisse, les recettes devraient s'en ressentir. Les simulations montrent qu'à partir d'une baisse de trafic de 40%, les recettes douanières commenceraient à afficher une baisse par rapport aux années antérieures. Compte tenu du degré de protection de l'économie nigériane, des différences de niveaux de taxation à la porte devraient continuer à exister entre le Bénin et le Nigeria à moyen terme, en raison des taxes complémentaires prévues par le TEC pour permettre un ajustement progressif de tous les pays.

Source : Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2015-2017, version de juin 2014, Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 7 : Structure des importations (CAF) en 2013 et en 2014



Source : INSAE (Septembre 2015)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. En 2014, l'évolution des importations a également été imprimée par la poursuite des grands travaux initiés par le Gouvernement et le secteur privé qui ont induit des besoins en biens d'équipement⁷. Par ailleurs, les importations de produits énergétiques se sont poursuivies. Ces importations ont servi à couvrir le déficit énergétique national et à la réexportation vers les pays voisins.

⁷ Les investissements concernent, entre autres, la construction des routes Godomey-Hillacondji, Akassato-Bohicon, la route Pahou-Tori Bossito-Allada, le pont de Fifadji et l'assainissement des quartiers environnants. Les travaux publics ont également porté sur l'extension du réseau électrique, notamment dans les localités rurales. Au titre du secteur privé, le groupe Bolloré a poursuivi ses investissements au Port de Cotonou. Par ailleurs, les sociétés de téléphonie mobile ont poursuivi les travaux dans le cadre de la modernisation et de l'extension de leur réseau.

Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 45,7% en 2014 contre 41,1% en 2013. En progressant de 44,5% en valeur et de 4,7% en volume d'une année à l'autre, les achats à l'étranger de produits alimentaires expliquent, en partie, l'évolution des importations en 2014. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 504.658,5 millions, représentant plus du quart (27,2%) des importations totales en 2014.

S'agissant des biens d'équipement, tout comme en 2013, ils ont représenté 19,7% des importations officielles en 2014. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont progressé de 30,6% pour s'établir à 366.182,6 millions, en liaison avec les travaux d'extension des réseaux routier, électrique et téléphonique.

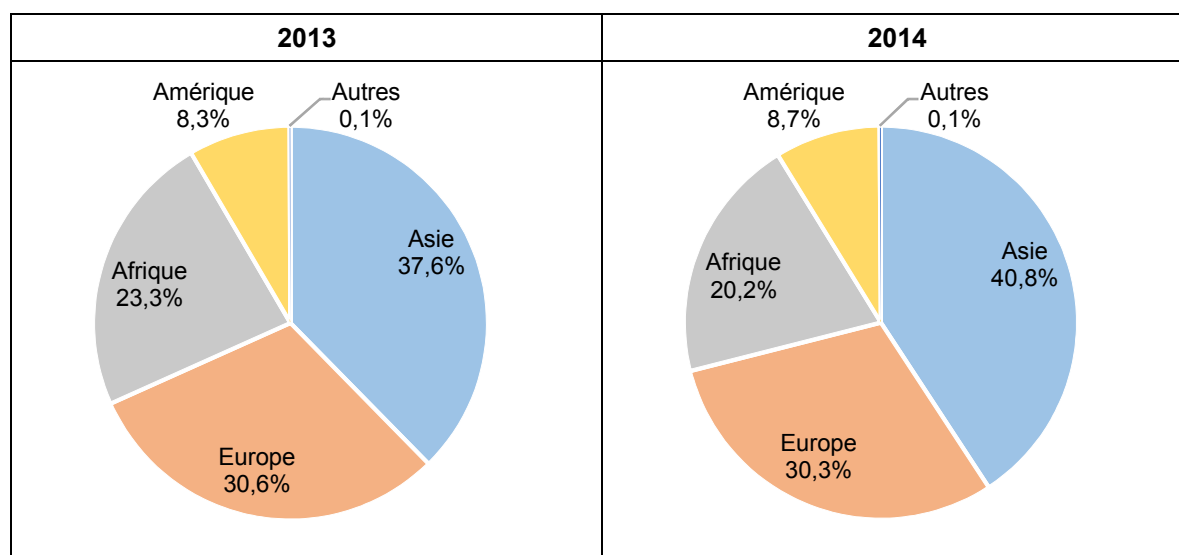
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 258.352,5 millions, en hausse de 26,1% en variation annuelle. Elles représentent 13,9% des importations totales. La hausse observée provient des hydrocarbures, dont les achats à l'étranger se sont accrus de 37,1% sous l'impulsion de la détente des prix sur les marchés internationaux.

Enfin, les importations de biens intermédiaires ont progressé de 1,6% pour atteindre 207.909,6 millions en 2014. Elles représentent 11,2% des importations officielles du Bénin. L'accroissement observé en 2014 est lié essentiellement aux importations de produits chimiques, notamment les engrais.

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2014 se trouvent en Asie (40,8%), en Europe (30,3%) et en Afrique (20,2%). Les importations en provenance du continent américain représentent 8,7% des importations totales du Bénin en 2014.

Graphique 8 : Origine des importations par zone géographique en 2013 et en 2014



Source : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

Comparativement à l'année précédente, en dehors de l'Afrique et de l'Asie, la part des importations en provenance des autres continents est restée relativement stable. En effet, les autres pays africains, notamment ceux de la zone UEMOA, ont perdu des parts de marché au Bénin (-3,1%) au profit des pays asiatiques (+3,2%), en liaison avec l'augmentation des flux commerciaux du Bénin avec l'Inde (4,1% en 2012, 11,0% en 2013 et 12,5% en 2014) et la Thaïlande (4,7% en 2012, 6,5% en 2013 et 11,8% en 2014).

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2014 sont le Togo (6,9%) et le Nigeria (2,1%). Le Bénin importe essentiellement de l'énergie électrique du Togo, par le biais de la Communauté Electrique du Bénin.

1.2. Balance des services

La balance des services s'est détériorée de 79.289,2 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 201.119,2 millions en 2014 contre un déficit de 121.830,0 millions en 2013. Le déficit s'est ainsi creusé de 2,7% du PIB en 2013 à 4,2% du PIB en 2014, dans le sillage de la balance commerciale.

En effet, l'évolution défavorable des services est essentiellement imputable aux dépenses de fret et d'assurance qui évoluent proportionnellement aux importations. En particulier, pour l'année 2014, le taux de fret et d'assurance a été estimé à 14,7%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, du fait de l'évolution du coût des produits pétroliers (Cf. encadré 5).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Transports	-103 997,0	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9
<i>dont fret</i>	-95 863,0	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0
Voyages	45 433,0	59 800,6	64 900,4	74 254,8	47 919,0
Autres services	-9 901,0	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3
Services nets	-68 465,0	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0	-201 119,2
Services nets/PIB (en %)	-2,0	-1,2	-1,9	-2,7	-4,2

Source : BCEAO (Décembre 2015)

Encadré 5 : Actualisation du taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale a procédé à nouveau à une actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2009 à 2013 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2014 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2009 à 2013 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 14,7% des importations CAF en 2014 contre 14,4% en 2013. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 14,2% et 0,5% des importations CAF contre 13,9% et 0,5% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,3 point de pourcentage s'explique par la progression des coûts des produits pétroliers entre 2012 et 2013.

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est aggravé de 58.159,3 millions, en passant de 134.039,6 millions en 2013 à 192.198,9 millions en 2014. Cette évolution, comme indiqué plus haut, est liée aux dépenses de fret et assurance qui se sont accrues de 57.995,5 millions, en relation avec la hausse du volume des marchandises importées.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Transports	-103 997,0	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6	-192 198,9
Passagers	-16 568,0	-3 378,6	-24 824,6	1 507,7	912,2
Fret	-95 863,0	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5	-188 240,0
Autres	8 434,0	7 941,7	5 293,9	-5 302,8	-4 844,1

Source : BCEAO (Décembre 2015)

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 47.919,0 millions en 2014 contre 74.254,8 millions un an plus tôt, en baisse de 26.335,8 millions. Ce repli est imputable à la fois aux voyages professionnels et aux voyages à titre personnel, dont les balances se sont contractées respectivement de 12.063,2 millions et 14.272,6 millions.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Voyages	45 433,0	59 800,6	64 900,4	74 254,8	47 919,0
à titre professionnel	18 584,0	31 911,8	37 955,4	42 469,5	30 406,3
à titre personnel	26 849,0	27 888,8	26 945,0	31 785,3	17 512,7

Source : BCEAO (Décembre 2015)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est résorbé de 5.205,9 millions. Il est ressorti à 56.839,3 millions en 2014, contre 62.045,2 millions en 2013.

En 2013, le déficit des autres services nets s'étaient fortement creusé de 49.809,4 millions, à la suite des services d'ingénierie déployés dans le cadre des travaux d'exploration pétrolière, dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est. Sur les six compagnies en contrat avec le Gouvernement béninois, seules trois⁸ ont poursuivi les recherches en 2014. Ce qui justifie l'amélioration du solde des autres services nets.

⁸ Il s'agit de South Atlantic Petroleum et des consortia CBH-SHELL-PETROBRAS et CENTURY-HUNT OIL-SOBEH.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	-738,0	-1 057,6	-2 006,9	-2 354,0
Travaux de construction	-1 047,0	-1 519,0	-10 129,1	-2 452,1	-8 955,6
Services d'assurance et de retraite	-9 178,0	-9 614,0	-13 336,9	-10 315,6	-8 947,3
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-622,9	1 340,8	1 447,0	9 735,6	9 121,9
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-2 416,0	-2 373,1	-8 686,0	-65 852,5	-61 597,7
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	8 370,0	6 134,3	5 053,3	7 190,9	10 204,9
Divers autres services	-5 007,1	-1 273,2	14 473,6	1 655,4	5 688,4
Total Autres services	-9 901,0	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2	-56 839,3

Source : BCEAO (Décembre 2015)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2010 à 2014

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	5 249,0	3 443,3	2 426,2	3 155,8	2 081,1
Revenus des investissements	-31 738,0	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>-8 106,0</i>	<i>-7 831,1</i>	<i>-10 604,7</i>	<i>-11 531,4</i>	<i>-10 601,4</i>
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	739,8	0,0
Balance du revenu primaire	-26 489,0	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3	-30 235,6
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,8	-0,2	-0,8	-0,8	-0,6

Source : BCEAO (Décembre 2015)

En 2014, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 30.235,6 millions (0,6% du PIB), en repli par rapport à 2013 où elles avaient atteint 34.087,3 millions (0,8% du PIB). Ce reflux résulte de la hausse des intérêts reçus par les banques locales sur les achats de titres émis par les autres Etats de l'Union.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-26 266,0	-8 830,9	-34 397,6	-62 319,8	-69 105,3
<i>Dont bénéfices réinvestis</i>	<i>-4 814,0</i>	<i>16 077,0</i>	<i>-5 620,7</i>	<i>-32 465,0</i>	<i>-9 263,8</i>
Investissements de portefeuille	-2 360,0	6 660,9	8 910,8	37 817,7	45 519,2
Autres investissements	-3 109,0	-8 587,8	-11 011,2	-13 480,8	-8 730,5
Balance des revenus des investissements	-31 735,0	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9	-32 316,7

Source : BCEAO (Décembre 2015)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des travailleurs et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de l'aide au développement.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2010 à 2014

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	41 580,0	15 057,4	31 848,7	39 037,2	44 030,4
<i>dont aide budgétaire</i>	28 900,0	10 317,8	31 541,5	32 791,8	44 131,2
Autres secteurs	35 200,0	51 760,6	70 489,7	86 573,5	101 070,5
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	32 419,0	48 677,0	58 851,6	69 812,0	77 066,2
Balance revenu secondaire	76 780,0	66 818,0	102 338,4	125 610,6	145 100,9
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	2,2	1,8	2,5	2,8	3,1

Source : BCEAO (Décembre 2015)

En 2014, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 145.100,9 millions (3,1% du PIB), contre 125.610,6 millions (2,8% du PIB) en 2013, en hausse de 19.490,3 millions.

La consolation ainsi observée provient essentiellement des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques (+11.339,4 millions) et des envois de fonds des travailleurs (+7.254,2 millions).

Au titre des appuis budgétaires, les principaux donateurs du Bénin en 2014 sont la Banque Mondiale (22.060,0 millions), l'Union Européenne (7.944,2 millions), la Banque Africaine de Développement (6.020,0 millions), le PNUD (4.447,0 millions), l'Agence Française de Développement (2.230,0 millions) et la Coopération Technique Belge (1.430,0 millions). Ces ressources ont notamment bénéficié au secteur primaire, en particulier à l'agriculture. En effet, le Gouvernement s'est investi à dupliquer le modèle du centre agro-écologique Songhaï de la ville de Porto-Novo dans d'autres localités, au profit des jeunes (Cf. encadré 6).

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital s'est établi à 125.205,5 millions en 2014 contre 91.851,7 millions en 2013.

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 125.205,5 millions en 2014 (2,6% du PIB) contre 91.851,7 millions en 2013 (2,0% du PIB), en hausse de 33.353,8 millions.

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2010 à 2014

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Transferts en capital	75 629,0	125 220,3	84 977,0	91 934,7	125 904,8
Administration publique	59 771,0	87 709,3	53 770,7	57 314,5	63 866,0
<i>dont remises de dettes</i>	3 614,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	15 858,0	37 511,0	31 206,3	34 620,3	62 038,8
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-37,0	6,0	0,0	-83,0	-699,3
Solde du compte de capital	75 592,0	125 226,3	84 977,0	91 851,7	125 205,5
Solde du compte de capital/PIB (en %)	2,2	3,4	2,1	2,0	2,6

Source : BCEAO

Ce profil haussier est principalement sous-tendu par les transferts en capital reçus par les organisations non gouvernementales implantées au Bénin (+27.418,5 millions) et les administrations publiques (+6.551.5 millions). Ces transferts consistent principalement en des dons liés aux projets initiés par le gouvernement en partenariat avec des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de l'agriculture. En 2014, ces transferts ont profité, entre autres, au Projet d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat Agricole pour la transformation socio-économique des zones rurales (PPEA) et au Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO).

Encadré 6 : Exemples de deux projets structurants dans le domaine agricole au Bénin : le PPEA et le PAIA-VO

- **Le Projet d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole pour la transformation socio-économique des zones rurales (PPEA)**

Le PPEA bénéficie de l'appui financier du PNUD. Il est conduit en partenariat avec le Centre agro-écologique Songhaï, une organisation non gouvernementale. La signature de la convention de financement d'un montant de 23 milliards de FCFA pour la mise en œuvre du PPEA entre le Gouvernement du Bénin et le PNUD a eu lieu en novembre 2011. Ce projet, d'une durée de 5 ans, vise le renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs agricoles dans des domaines en adéquation avec les potentialités agro-écologiques de leurs localités (agriculture, élevage, transformation agroalimentaire, mécanisation, énergie renouvelable, gestion des ressources naturelles,...) et la promotion d'un aménagement socioéconomique des zones d'implantation à travers la mise en place d'infrastructures adéquates. Il entend ainsi inverser la tendance des investissements afin de rendre le milieu rural attractif et de réduire significativement l'exode rural.

Sa mise en œuvre a abouti à la construction de deux centres d'incubation à Kétou et à Zangnanado. Les prochains centres prévus sont ceux de Daringa (à Djougou) et de Kandi. Au total, 9 centres sont prévus. Le projet a déjà formé 200 jeunes gestionnaires de ferme sur les 2.000 prévus à terme.

- **Le Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO)**

Lancé en novembre 2014 avec l'appui financier de la BAD, le PAIA-VO, d'un coût global de près de 38 milliards de francs CFA, vise à sécuriser et à diversifier les productions agricoles dans la vallée de l'Ouémé, en vue de l'amélioration de l'état nutritionnel des populations bénéficiaires. Il porte sur la promotion de trois filières prioritaires que sont le riz, le maïs et le maraîchage. Sa zone d'intervention couvre une superficie de 4.770 km² dans 14 communes réparties sur 3 départements (Ouémé, Zou et Atlantique).

Le PAIA-VO est articulé autour de trois composantes, à savoir (i) le développement des infrastructures agricoles structurantes, (ii) la promotion des filières et la professionnalisation des acteurs, et (iii) la gestion du projet. La production additionnelle attendue à l'issue du projet, prévu pour durer 6 ans, est de 21.650 tonnes pour les vivriers et de 14.500 tonnes pour les maraîchers. Au total, plus de 9.000 exploitations agricoles devraient être impactées. En particulier, le projet prévoit la formation et l'installation de 10.000 femmes et 2.500 jeunes, suivant le modèle du centre Songhaï.

Le financement du projet comporte un élément don de 4.029,3 millions.

Sources : PNUD (Tandem, Bulletin trimestriel d'Information N°21, Juillet-Septembre 2013), BAD (PAIA-VO, Rapport d'évaluation, Octobre 2013)

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif financier net de 480.126,0 millions en 2014 contre 331.694,5 millions en 2013.

Le compte financier⁹ s'est soldé par un passif net de 480.126,0 millions en 2014 contre 331.694,5 millions en 2013. Cette augmentation des flux financiers nets reçus résulte d'une évolution favorable des investissements directs reçus par rapport à 2013 et d'une progression significative des autres investissements, en rapport avec l'accroissement de l'endettement des secteurs public et privé.

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-96 439,0	-47 866,9	-123 154,1	-149 036,1	-191 804,5
Investissements de portefeuille	-24 589,0	-27 918,4	-35 218,5	-19 486,7	-23 946,9
Dérivés financiers	180,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-145 436,0	-21 843,0	-111 422,2	-163 171,8	-264 374,6
Solde du compte financier	-266 284,0	-97 628,4	-269 794,8	-331 694,5	-480 126,0
Solde du compte financier/PIB	-7,7	-2,6	-6,5	-7,4	-10,1

Source : BCEAO (Décembre 2015)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 191.804,5 millions en 2014 contre 149.036,1 millions en 2013. Les flux nets d'investissements directs sont constitués de prise de participation (78.873,4 millions) et des instruments de dette (112.931,2 millions). Le niveau des instruments de dette est à mettre en relation avec les capitaux reçus dans le cadre de l'exploration pétrolière dans le bassin sédimentaire des côtes béninoises, au Sud-Est.

Ainsi, les principaux secteurs qui ont reçu les investissements directs en 2014 sont les « exploitations minières » (37,9%), les « banques, assurances et caisses de retraites » (37,8%), les « transports et entreposages » (11,4%), les « industries manufacturières » (6,3%) et le « commerce de gros et de détail » (4,8%). La France (44,8%), le Nigeria (18,0%), le Brésil (16,3%), la Côte d'Ivoire (10,6%) et le Sénégal (4,1%) sont les principaux pourvoyeurs des investissements directs au Bénin en 2014 (Cf. annexe 4).

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 23.946,9 millions en 2014 contre 19.486,7 millions, une année plus tôt. Ils restent principalement portés par les souscriptions des investisseurs des autres Etats de l'Union aux émissions de titres (bons et obligations) du Trésor Public du Bénin.

⁹ Compilé suivant l'optique BCEAO.

En 2014, le Trésor Public du Bénin a levé sur le marché des titres publics de l'Union un montant de 369,4 milliards contre 247,1 milliards en 2013. Sur ces montants, les acquisitions des investisseurs des autres pays de l'Union sont ressorties à 253,5 milliards en 2014 contre une réalisation de 179,1 milliards en 2013, en hausse de 74,4 milliards.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 264.374,6 millions en 2014 alors qu'ils étaient évalués à 163.171,8 millions en 2013. Cette hausse est principalement liée aux tirages effectués par l'Administration centrale sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les tirages effectués par l'Administration centrale sont ressortis à 263.758,4 millions en 2014 en hausse de 89.873,8 millions comparativement à 2013. Les fonds ont été mobilisés principalement auprès de la Banque Mondiale (66.300,0 millions), de la Banque Africaine de Développement (18.900,0 millions), de la Banque Ouest Africaine de Développement (18.400,0 millions) et du Fonds de l'OPEP (10.900,0 millions). Ils ont servi notamment au financement des projets de construction de routes (les routes Godomey-Hillacondji, Pahou-Tori-Allada, ...), de renforcement de la production de l'énergie électrique et de développement du secteur agricole.

Les investissements des autres secteurs sont marqués par un accroissement des dettes nettes de 54.196,1 millions.

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2014, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 175.050,5 millions contre 99.076,9 millions en 2013.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 46.555,5 millions entre 2013 et 2014 pour ressortir à 261.034,7 millions.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2010 à 2014

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS	590 334,0	453 642,8	354 135,1	329 031,9	395 161,0
Position de réserve	2 634,0	5 492,0	1 459,2	273,7	4 765,0
DTS détenus	37 844,0	38 689,4	38 004,7	36 353,4	38 887,7
Avoirs en devises	549 856,0	409 461,4	314 671,2	292 404,8	351 508,3
ENGAGEMENTS	74 644,0	90 604,9	108 752,1	114 552,7	134 126,3
Recours au crédit du FMI	26 921,0	43 923,7	59 048,4	63 915,9	72 692,0
Allocation de DTS	35 620,0	35 628,1	45 247,3	43 364,4	46 313,9
Banques et Institutions étrangères	12 099,0	11 032,2	4 403,5	7 272,4	12 415,0
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	4,0	20,9	52,9	0,0	2 704,5
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	515690	363 037,9	245 383,0	214 479,2	261 034,7

Source : BCEAO (Décembre 2015)

(*) par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

La progression des avoirs en 2014 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises (+59.103,5 millions) et de la position de réserve (+4.491,3 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par le recours aux crédits du FMI (+8.776,1 millions) et les dettes contractées auprès des banques et institutions étrangères (+5.142,6 millions).

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est renforcée de 128.495,0 millions, en passant de 675.590,9 millions en 2013 à 804.085,9 millions en 2014. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS	374 928,0	527 096,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0
Banques	374 928,0	0,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0
Autres institutions monétaires					
ENGAGEMENTS	157 361,0	168 747,5	222 193,8	263 490,1	336 416,1
Banques	157 361,0	168 747,5	222 246,7	263 490,1	336 416,1
Autres institutions monétaires					
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	217 567,0	358 348,5	545 610,2	675 590,9	804 085,9

Source : BCEAO (Décembre 2015)

(*) par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 75.973,6 millions, ressortant ainsi excédentaires de 175.050,5 millions contre 99.076,9 millions en 2013. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
1. Variation des AEN du secteur bancaire	-61 494,0	-140 781,5	-187 208,8	-130 033,6	-128 495,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-22 476,0	152 652,1	117 602,0	30 956,7	-46 555,5
Solde monétaire (1+2) (a)	-83 970,0	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5
Contrepartie de réévaluations (b)	835,0	0,0	0,0	0	0,0
Solde économique (a+b)	-83 135,0	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9	-175 050,5

Source : BCEAO (Décembre 2015)

(*) par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets

4.4. Réconciliation avec les statistiques monétaires

Du fait de la prise en compte ou de l'élimination en balance des paiements de certains mouvements de capitaux alors qu'ils sont exclus ou intégrés dans les statistiques monétaires, il existe généralement un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et la variation présentée par les statistiques monétaires. Cet écart est ressorti à 17,0 millions en 2014.

La correspondance entre ces deux séries statistiques est retracée ci-dessous.

Tableau 18 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013
I - Avoirs et engagements des banques						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	379 099,0	528 074,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	-201 421,0
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-4 118,0	-4 890,0	-5 011,0	-7 428,0	-3 802,0	-3 626,0
Dépôts et cautionnement	5,0	5,0	5,0	24,0	27,0	-3,0
Débiteurs divers	18,0	0,0	79,0	79,0	79,0	0,0
Billets externes UMOA	2 154,0	2 509,0	5 041,0	8 297,0	8 297,0	0,0
Ajustements	-2 230,0	1 398,0	-114,0	-972,0	-4 601,0	3 629,0
Enregistrement en balance des paiements	374 928,0	527 096,0	767 804,0	939 081,0	1 140 502,0	-201 421,0
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	156 837,0	163 752,0	227 337,0	268 595,0	341 538,0	-72 943,0
Comptes exigibles après encaissement	-11 528,0	-11 079,0	-11 080,0	-14 203,0	-17 214,0	3 011,0
Versements à effectuer sur titres de placement						
Créditeurs divers	441,0	603,0	765,0	132,0	67,0	65,0
Titres immobilisés	581,0	645,0	707,0	692,0	740,0	-48,0
Dépôts des émigrés						
Ajustements	11 030,0	14 826,5	4 464,8	8 274,1	11 285,1	-3 011,0
Enregistrement en balance des paiements	157 361,0	168 747,5	222 193,8	263 490,1	336 416,1	-72 926,0
II - Avoirs et engagements de la BCEAO						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	590 334,0	453 643,2	354 135,1	329 031,9	395 161,0	-66 129,1
Position de réserves et DTS détenus						
Ajustements						
Enregistrement en balance des paiements	590 334,0	453 642,8	354 135,1	329 031,9	395 161,0	-66 129,1
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	84 030,8	101 006,8	108 699,2	114 552,7	134 126,3	-19 573,6
Allocation de DTS	-45 008,0	-45 050,9	-45 247,3	-43 364,4	-46 313,9	2 949,5
Ajustements	35 621,2	34 649,0	45 300,2	43 364,4	46 313,9	-2 949,5
Enregistrement en balance des paiements	74 644,0	90 604,9	108 752,1	114 552,7	134 126,3	-19 573,6
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires) (A)	728 565,2	716 958,4	785 902,9	884 965,2	1 059 998,7	-175 033,5
Banques	222 262,0	364 322,0	540 467,0	670 486,0	798 964,0	-128 478,0
BCEAO	506 303,2	352 636,4	245 435,9	214 479,2	261 034,7	-46 555,5
Avoirs extérieurs nets totaux (Balance des paiements) (B)	733 257,0	721 386,4	790 993,2	890 070,1	1 065 120,6	-175 050,5
Banques	217 567,0	358 348,5	545 610,2	675 590,9	804 085,9	-128 495,0
BCEAO	515 690,0	363 037,9	245 383,0	214 479,2	261 034,7	-46 555,5
Ecart Balance des paiements et statistiques monétaires (B)-(A)						-17,0

Source : BCEAO (Décembre 2015)

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2014 a été marquée par une augmentation du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 1.032.823,7 millions contre 432.795,5 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2014, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 1.032.823,7 millions contre 739.968,5 millions au 31 décembre 2013. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs consécutive à une hausse des investissements directs étrangers ainsi que de la dette des secteurs public et privé, dans une moindre mesure.

Tableau 19 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers	1 519 979,6	19 781,1	1 817 625,0
Investissements directs	90 483,8	0,0	99 014,6
Investissements de portefeuille	566 823,5	0,0	625 440,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	533 640,9	17 001,0	700 323,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	313 693,8	17 001,0	383 975,5
Prêts	204 654,0	0,0	295 827,0
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	14 726,1	0,0	19 976,1
Autres comptes à payer/à recevoir	567,0	0,0	545,0
Avoirs de réserves	329 031,9	2 780,1	392 846,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	36 353,4	2 476,6	38 887,7
Position de réserve au FMI	273,7	303,5	4 765,0
Autres avoirs de réserve	292 404,8	0,0	349 193,4
Stocks de passifs financiers	2 259 948,1	7 579,0	2 850 448,7
Investissements directs	459 991,4	0,0	660 292,0
Investissements de portefeuille	357 393,0	0,0	376 937,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 442 563,8	7 579,0	1 813 219,3
Autres titres de participation	692,0	0,0	740,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	202 875,1	0,0	265 315,5
Prêts	1 044 389,1	4 629,5	1 307 640,8
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	90 112,1	0,0	114 353,8
Autres comptes à payer/à recevoir	61 131,0	0,0	78 855,2
Droits de tirage spéciaux	43 364,4	2 949,5	46 313,9
Position extérieure globale (A) - (B)	-739 968,5	12 202,1	-1 032 823,7

Source : BCEAO (Décembre 2015)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

A fin décembre 2014, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents ont connu une augmentation moins rapide (19,6%) que celle (26,1%) de leurs engagements, situant le passif net à 1.032.823,7 contre 739.968,5 une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 1.817.625,0 millions au 31 décembre 2014 contre 1.519.979,0 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec l'évolution des investissements de portefeuille (+10,3%) et des autres investissements (+31,2%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 19.781,1 millions.

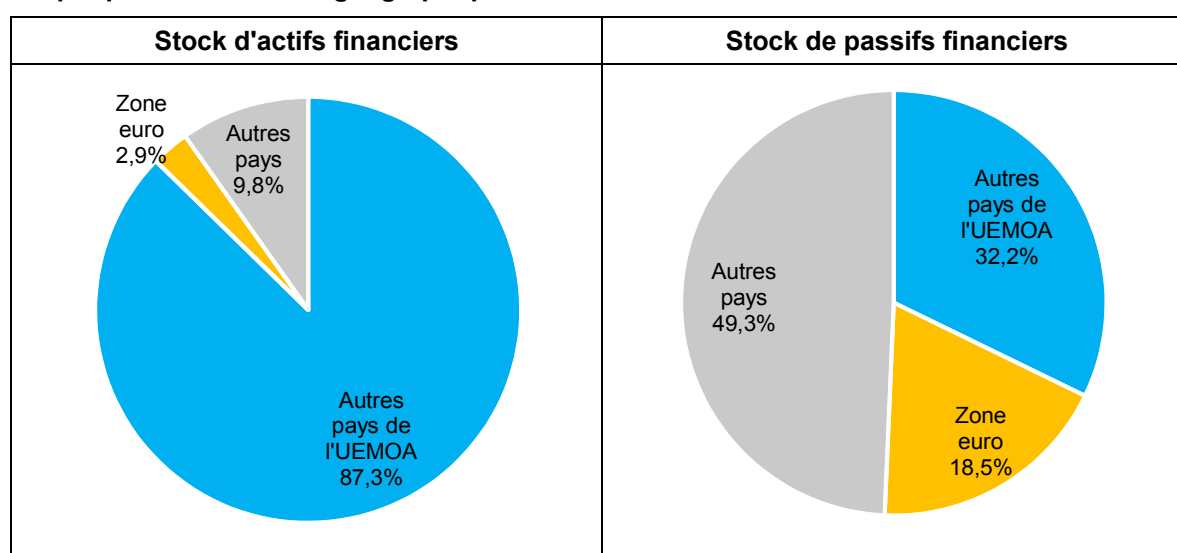
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 2.850.448,7 millions en 2014 contre 2.259.948,1 millions un an plus tôt. Son accroissement de l'ordre de 26,1% est principalement porté par les investissements directs étrangers (+43,5%) et les autres investissements (+25,7%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 7.579,0 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et aux réévaluations des avoirs des unités résidentes détenus sur des comptes à l'étranger.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 87,3%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (32,9%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués de prêts (16,7%) et de dépôts (15,6%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (49,3%), des pays de l'Union (32,2%) et de la zone euro (18,5%). Ils se composent également d'investissements de portefeuille (34,0%), des prêts (25,7%) et des dépôts (17,8%).

Graphique 9 : Ventilation géographique de la PEG en 2014



Source : BCEAO (Décembre 2015)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution favorable, en cohérence avec l'activité économique nationale, qui s'est soldée par un taux de croissance économique de 6,5% en 2014.

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 175.050,5 millions, consolidant ainsi les résultats obtenus en 2013 où le solde global avait dégagé un excédent de 99.076,9 millions. Cette évolution traduit essentiellement la hausse des investissements directs étrangers reçus dans le cadre des travaux d'exploration pétrolière et de renforcement des infrastructures portuaires, hôtelières et de télécommunications, ainsi que la mobilisation accrue des ressources extérieures par le Gouvernement pour le financement des projets de développement. Toutefois, le déficit structurel du compte courant s'est creusé en 2014, représentant 9,2% du PIB nominal contre 7,4% une année plus tôt, en relation avec l'augmentation des importations de biens et services, notamment le riz, les produits chimiques et les biens d'équipement.

Dans le contexte économique actuel, le déficit du compte courant confirme la fragilité des sources de la croissance de l'économie béninoise basée sur les activités au Port de Cotonou et la production agricole. Dans ces conditions, il paraît opportun d'œuvrer à la réduction du déficit de la balance courante par l'amélioration des performances des filières agricoles (coton, noix de cajou, ananas) et par la facilitation de l'installation d'unités de transformation de ces produits pour accroître la valeur à l'exportation. En outre, l'Etat pourrait mettre en place des politiques pour réduire les importations de produits alimentaires.

Au titre des autres réformes à mener pour accompagner le secteur privé et renforcer les bases de l'économie, il convient :

- de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources destinées au financement de la construction et de la réhabilitation des infrastructures de base, tout en veillant à maintenir la viabilité des finances publiques ;
- de promouvoir le partenariat public-privé, par la levée des contraintes à l'amélioration de l'efficacité de l'appareil judiciaire.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2014 (optique BCEAO)

Annexe 2 : Balance des paiements 2014 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2014

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2014

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2014

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2014

Annexe 1 : Balance des Paiements 2014 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 797 420,7	2 234 935,7	-437 515,0
011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	1 503 913,4	2 056 293,8	-552 380,4
110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	1 267 286,2	1 618 547,3	-351 261,1
111000_1_B_N_N_E	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	1 287 259,9	1 618 069,6	-330 809,7
11100z_1_B_N_N_E	. ----- Dont : Réexportations	882 472,1	0,0	882 472,1
112000_1_B_N_N_E	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-30 721,0	477,7	-31 198,7
113000_1_B_N_N_E	. ----- Or non monétaire	10 747,3	0,0	10 747,3
120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	236 627,2	437 746,5	-201 119,2
123000_1_B_N_N_E	. ----- Transport	72 510,0	264 708,9	-192 198,9
12311z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	71 503,0	259 743,0	-188 240,0
124000_1_B_N_N_E	. ----- Voyages	74 727,2	26 808,2	47 919,0
12E000_1_B_N_N_E	. ----- Autres services	89 390,0	146 229,3	-56 839,3
130000_1_B_N_AL_E	. -- Revenu primaire	77 429,3	107 664,9	-30 235,6
131000_1_B_N_AL_E	. ---- Rémunération des salariés	10 051,8	7 970,7	2 081,1
300000_3_B_N_AL_E	. ---- Revenus des investissements	67 377,5	99 694,1	-32 316,7
140000_2_B_AL_AL_E	. -- Revenu secondaire	216 078,0	70 977,1	145 100,9
140000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administrations publiques	47 562,2	3 531,7	44 030,4
144000_2_B_GG_AL_E	. ----- Coopération internationale courante	47 562,2	3 431,0	44 131,2
140000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	168 515,8	67 445,4	101 070,5
146000_2_B_OS_AL_E	. ----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	140 375,9	63 309,7	77 066,2
14600z_2_B_OS_AL_E	. ----- Envois de fonds des travailleurs	140 375,9	63 309,7	77 066,2
147000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts courants	28 139,9	4 135,7	24 004,3
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	130 133,8	4 928,3	125 205,5
210000_2_B_AL_AL_E	. -- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	12,0	711,3	-699,3
220000_2_B_AL_AL_E	. -- Transferts de capital	130 121,8	4 217,0	125 904,8
220000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administration publique	63 866,0	0,0	63 866,0
221000_2_B_GG_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	63 866,0	0,0	63 866,0
220000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	66 255,8	4 217,0	62 038,8
221000_2_B_OS_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	66 255,8	4 217,0	62 038,8
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	44 904,7	525 030,7	-480 126,0
310000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissement direct	8 531,3	200 335,8	-191 804,5
311000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	8 298,0	87 171,5	-78 873,5
312000_4_N_AL_AL_E	. ---- Instruments de dette	233,3	113 164,3	-112 931,1
320000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissements de portefeuille	36 989,6	60 936,5	-23 946,9
321000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	-109,0	3 302,5	-3 411,5
322000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de créance	37 098,6	57 634,0	-20 535,4

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	-616,2	263 758,4	-264 374,6
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	48,0	-48,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	-616,2	263 710,4	-264 326,6
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	58,1	210 188,6	-210 130,5
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	-674,4	53 521,8	-54 196,1
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	-31,7	389,1	-420,7
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	-642,7	52 999,7	-53 642,4
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 649 673,1	-1 656 907,2	7 234,1
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	232 959,7	57 926,1	175 050,5
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-232 959,7	-57 926,1	-175 050,5
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	-61 034,1	-14 478,6	-46 555,5
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-171 925,6	-43 447,5	-128 495,0

Source : BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 2 : Balance des paiements 2014 en termes de transactions (présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 797 420,7	2 234 935,7	-437 515,0
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	1 503 913,4	2 056 293,8	-552 380,4
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	1 267 286,2	1 618 547,3	-351 261,1
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	1 287 259,9	1 618 069,6	-330 809,7
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	882 472,1	0,0	882 472,1
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-30 721,0	477,7	-31 198,7
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-33 024,0	477,7	-33 501,7
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	2 303,0	0,0	2 303,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	10 747,3	0,0	10 747,3
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	236 627,2	437 746,5	-201 119,2
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	477,7	-477,7
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	477,7	-477,7
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	2 354,0	-2 354,0
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	72 510,0	264 708,9	-192 198,9
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	72 510,0	264 681,9	-192 171,9
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 007,0	94,8	912,2
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	71 503,0	259 743,0	-188 240,0
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	4 844,1	-4 844,1
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports maritimes	0,0	207 734,0	-207 734,0
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	207 734,0	-207 734,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports aériens	0,0	52 009,0	-52 009,0
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	52 009,0	-52 009,0
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	72 510,0	4 938,9	67 571,1
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	1 007,0	94,8	912,2
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	71 503,0	0,0	71 503,0
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	4 844,1	-4 844,1
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	27,0	-27,0
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	74 727,2	26 808,2	47 919,0
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	41 187,0	10 780,8	30 406,2
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	41 187,0	10 780,8	30 406,2
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	33 540,2	16 027,5	17 512,7
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	0,0	3 436,6	-3 436,6
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	0,0	400,1	-400,1
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	33 540,2	12 190,8	21 349,4
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	2 539,1	33 936,4	-31 397,3
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	2 539,1	0,0	2 539,1
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	33 936,4	-33 936,4
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	24 980,9	33 936,4	-8 955,6
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	24 980,9	0,0	24 980,9
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	33 936,4	-33 936,4
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	164,8	9 112,0	-8 947,3
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	3,3	7 919,7	-7 916,5
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	161,5	587,3	-425,8
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	0,0	537,0	-537,0
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	68,0	-68,0
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	8 678,7	1 377,2	7 301,5
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	8 678,7	1 377,2	7 301,5
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	3,9	1 113,5	-1 109,6
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	32 548,0	23 426,1	9 121,9
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	13 526,0	21 125,2	-7 599,2
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	264,0	1 643,6	-1 379,6
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	18 758,0	657,3	18 100,7
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	12 005,4	73 603,0	-61 597,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de recherche-développement	0,0	761,5	-761,5
12A200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	1 180,0	6 526,1	-5 346,1
12A300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	10 825,4	66 315,5	-55 490,1
12B000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	25,8	-25,8
12B100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	0,0	25,8	-25,8
12B200_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	11 008,5	803,5	10 204,9
12D000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	77 429,3	107 664,9	-30 235,6
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	10 051,8	7 970,7	2 081,1
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	67 377,5	99 694,1	-32 316,7
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	1 877,7	70 983,1	-69 105,3
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 554,7	68 713,0	-67 158,3
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	1 554,7	59 449,2	-57 894,5
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 327,0	5 647,5	-4 320,5
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	33 292,0	-33 292,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	227,7	20 509,8	-20 282,0
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	9 263,8	-9 263,8
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	323,0	2 270,1	-1 947,1
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	117,9	-117,9
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	323,0	2 152,1	-1 829,1
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	55 314,6	9 795,5	45 519,2
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 028,6	514,4	514,2
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	914,6	514,4	400,2
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	114,0	0,0	114,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	114,0	0,0	114,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	54 286,0	9 281,1	45 004,9
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	16 963,2	8 704,5	8 258,7
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	37 322,8	576,6	36 746,2
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	10 185,1	11 596,6	-1 411,5
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	10 185,1	11 596,6	-1 411,5
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	0,0	0,0	0,0
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	0,0	0,0	0,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	216 078,0	70 977,1	145 100,9
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	47 562,2	3 531,7	44 030,4
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	0,0	60,0	-60,0
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Prestations Sociales)	0,0	7,0	-7,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	47 562,2	3 431,0	44 131,2
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	33,8	-33,8
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	168 515,8	67 445,4	101 070,5
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	140 375,9	63 309,7	77 066,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	140 375,9	63 309,7	77 066,2
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	28 139,9	4 135,7	24 004,3
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	0,8	1 000,4	-999,6
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	16 740,0	59,0	16 681,0
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	835,9	1 758,6	-922,7
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	648,5	170,7	477,8
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	0,0	76,0	-76,0
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	9 914,7	1 071,0	8 843,7
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	130 133,8	4 928,3	125 205,5
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	12,0	711,3	-699,3
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	130 121,8	4 217,0	125 904,8
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	63 866,0	0,0	63 866,0
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	63 866,0	0,0	63 866,0
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	66 255,8	4 217,0	62 038,8
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	66 255,8	4 217,0	62 038,8
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 927 554,5	2 239 864,0	-312 309,5
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	277 864,3	582 956,8	-305 092,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	277 864,3	582 956,8	-305 092,4
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	8 531,3	200 335,8	-191 804,5
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	8 298,0	87 171,5	-78 873,5
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	8 153,0	72 677,3	-64 524,3
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 147,0	72 496,8	-64 349,8
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	6,0	16,5	-10,5
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	164,0	-164,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	145,0	14 494,2	-14 349,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	233,3	113 164,3	-112 931,1
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	233,3	50 535,8	-50 302,5
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	8 838,0	-8 838,0
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	53 790,5	-53 790,5
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	58 617,2	19 544,5	39 072,7
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-410,0	2 878,5	-3 288,5
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-301,0	-424,0	123,0
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	-109,0	3 302,5	-3 411,5
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-109,0	3 302,5	-3 411,5
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	59 027,2	16 666,0	42 361,2
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	21 928,6	-40 968,0	62 896,6
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-27 294,7	-25 000,0	-2 294,7
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	49 223,2	-15 968,0	65 191,2
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	55 533,0	-55 533,0
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	47 129,0	-47 129,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	8 404,0	-8 404,0
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	37 098,6	2 101,0	34 997,6
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	2 101,0	-2 101,0
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	37 098,6	0,0	37 098,6
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	37 112,6	0,0	37 112,6
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	37 112,6	0,0	37 112,6
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-14,0	2 101,0	-2 115,0
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	2 101,0	-2 101,0
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-14,0	0,0	-14,0
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	149 681,8	363 076,5	-213 394,7
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	48,0	-48,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	53 280,8	62 440,4	-9 159,7
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	2 067,9	-2 067,9
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	2 067,9	-2 067,9
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	58 995,0	60 372,5	-1 377,5

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	58 995,0	60 372,5	-1 377,5
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	58,1	0,0	58,1
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	58,1	0,0	58,1
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-5 772,4	0,0	-5 772,4
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	-6 139,6	0,0	-6 139,6
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	367,2	0,0	367,2
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	322,3	0,0	322,3
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-44,9	0,0	-44,9
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	367,2	0,0	367,2
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-6 094,7	-133,0	-5 961,7
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-6 094,7	0,0	-6 094,7
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	91 173,0	258 622,2	-167 449,2
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	4 147,5	-4 147,5
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	4 147,5	-4 147,5
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	91 527,0	24 541,0	66 986,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	55 707,0	1 316,0	54 391,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	35 820,0	23 225,0	12 595,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	210 188,6	-210 188,6
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	210 188,6	-210 188,6
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-354,0	19 745,1	-20 099,1
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	719,0	505,7	213,4
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	-1 073,0	19 239,5	-20 312,5
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-354,0	366,1	-720,1
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	719,0	-120,2	839,2
343000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	-1 073,0	486,2	-1 559,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	19 379,1	-19 379,1
343000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	625,8	-625,8
343000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	18 753,2	-18 753,2
344000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Crédits commerciaux et avances	5 250,0	24 241,7	-18 991,7
345000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	5 250,0	24 241,7	-18 991,7
345000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	5 202,6	23 109,2	-17 906,6
345000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	47,4	1 132,5	-1 085,1
345000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	23,0	-23,0
345000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	23,0	-23,0
345000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 250,0	24 218,7	-18 968,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	5 202,6	23 086,2	-17 883,6
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	47,4	1 132,5	-1 085,1
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-22,0	17 724,2	-17 746,2
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	8 263,2	-8 263,2
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	8 263,2	-8 263,2
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-224,0	-74,0	-150,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - À court terme	-224,0	-74,0	-150,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	202,0	9 535,0	-9 333,0
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - À court terme	202,0	-534,0	736,0
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	10 069,0	-10 069,0
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	202,0	9 535,0	-9 333,0
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - À court terme	202,0	-534,0	736,0
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	10 069,0	-10 069,0
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	61 034,1	0,0	61 034,1
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - Droits de tirage spéciaux	57,7	0,0	57,7
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - Position de réserve au FMI	4 187,8	0,0	4 187,8
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres avoirs de réserve	56 788,6	0,0	56 788,6
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	56 788,6	0,0	56 788,6
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur les autorités monétaires	-1 621,2	0,0	-1 621,2
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances sur d'autres entités	58 409,8	0,0	58 409,8
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 649 673,1	-1 656 907,2	7 234,1

Source : BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2014

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	1 519 979,6	19 781,1	1 817 625,0	277 864,3	2 259 948,1	7 579,0	2 850 448,7	582 921,6
. - - Investissement direct	90 483,3	0,0	99 014,6	8 531,3	459 991,4	0,0	660 292,0	200 300,6
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	84 332,3	0,0	92 630,3	8 298,0	397 093,5	0,0	484 229,8	87 136,3
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	84 112,6	0,0	92 265,6	8 153,0	368 062,9	0,0	440 740,1	72 677,3
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	63 746,4	0,0	71 893,4	8 147,0	346 752,1	0,0	419 248,8	72 496,8
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	7,0	0,0	13,0	6,0	162,8	0,0	179,3	16,5
. - - - - - Entre entreprises sœurs	20 359,2	0,0	20 359,2	0,0	21 148,0	0,0	21 312,0	164,0
. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	219,7	0,0	364,7	145,0	29 030,6	0,0	43 489,7	14 459,1
. - - - - Instruments de dette	6 151,0	0,0	6 384,3	233,3	62 897,9	0,0	176 062,2	113 164,3
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	6 151,0	0,0	6 384,3	233,3	2 990,2	0,0	53 526,0	50 535,8
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	81,5	0,0	8 919,5	8 838,0
. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0	0,0	59 826,2	0,0	113 616,7	53 790,5
. - - Investissements de portefeuille	566 823,5	0,0	625 440,7	58 617,2	357 393,0	0,0	376 937,5	19 544,5
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 568,7	0,0	4 158,7	-410,0	12 342,0	0,0	15 220,5	2 878,5
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 075,0	0,0	3 774,0	-301,0	1 857,0	0,0	1 433,0	-424,0
. - - - - Autres secteurs	493,7	0,0	384,7	-109,0	10 485,0	0,0	13 787,5	3 302,5
. - - - - - Autres sociétés financières	324,7	0,0	324,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	169,0	0,0	60,0	-109,0	10 485,0	0,0	13 787,5	3 302,5
. - - - - Titres de créance	562 254,8	0,0	621 282,0	59 027,2	345 051,0	0,0	361 717,0	16 666,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	521 184,0	0,0	543 112,6	21 928,6	90 293,0	0,0	49 325,0	-40 968,0
. - - - - - À court terme	298 243,9	0,0	270 949,2	-27 294,7	53 920,0	0,0	28 920,0	-25 000,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	222 940,1	0,0	272 163,3	49 223,2	36 373,0	0,0	20 405,0	-15 968,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	202 565,0	0,0	258 098,0	55 533,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	179 254,0	0,0	226 383,0	47 129,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	23 311,0	0,0	31 715,0	8 404,0
. - - - - - Autres secteurs	41 070,8	0,0	78 169,4	37 098,6	52 193,0	0,0	54 294,0	2 101,0
. - - - - - À court terme	3 663,0	0,0	3 663,0	0,0	52 193,0	0,0	54 294,0	2 101,0
. - - - - - À long terme	37 407,8	0,0	74 506,4	37 098,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	41 051,8	0,0	78 164,4	37 112,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	3 663,0	0,0	3 663,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	37 388,8	0,0	74 501,4	37 112,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19,0	0,0	5,0	-14,0	52 193,0	0,0	54 294,0	2 101,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	52 193,0	0,0	54 294,0	2 101,0
. - - - - - À long terme	19,0	0,0	5,0	-14,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	533 640,9	17 001,0	700 323,6	149 681,8	1 442 563,8	7 579,0	1 813 219,3	363 076,5
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	692,0	0,0	740,0	48,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	313 693,8	17 001,0	383 975,5	53 280,8	202 875,1	0,0	265 315,5	62 440,4
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	8 538,3	0,0	10 606,2	2 067,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	8 538,3	0,0	10 606,2	2 067,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	257 470,0	0,0	316 465,0	58 995,0	194 336,8	0,0	254 709,3	60 372,5
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	257 470,0	0,0	316 465,0	58 995,0	194 336,8	0,0	254 709,3	60 372,5
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	162,9	0,0	221,1	58,1	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À court terme	162,9	0,0	221,1	58,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	56 060,9	17 001,0	67 289,5	-5 772,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	54 414,3	17 001,0	65 275,7	-6 139,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 646,6	0,0	2 013,8	367,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	2 093,9	0,0	2 416,2	322,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	447,3	0,0	402,4	-44,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 646,6	0,0	2 013,8	367,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	53 967,0	17 001,0	64 873,3	-6 094,7	732,0	0,0	599,0	-133,0
. - - - - - À court terme	53 967,0	17 001,0	64 873,3	-6 094,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Prêts	204 654,0	0,0	295 827,0	91 173,0	1 044 389,1	4 629,5	1 307 640,8	258 622,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	63 915,9	4 629,5	72 692,9	4 147,5
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	63 915,9	4 629,5	72 692,9	4 147,5
. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	201 245,0	0,0	292 772,0	91 527,0	57 954,0	0,0	82 495,0	24 541,0
. - - - - À court terme	132 062,0	0,0	187 769,0	55 707,0	2 347,0	0,0	3 663,0	1 316,0
. - - - - À long terme	69 183,0	0,0	105 003,0	35 820,0	55 607,0	0,0	78 832,0	23 225,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	859 426,0	0,0	1 069 614,6	210 188,6
. - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	859 426,0	0,0	1 069 614,6	210 188,6
. - - - - Autres secteurs	3 409,0	0,0	3 055,0	-354,0	63 093,2	0,0	82 838,3	19 745,1
. - - - - À court terme	1 869,0	0,0	2 588,0	719,0	288,6	0,0	794,2	505,7
. - - - - À long terme	1 540,0	0,0	467,0	-1 073,0	62 804,7	0,0	82 044,1	19 239,5
. - - - - Autres sociétés financières	3 409,0	0,0	3 055,0	-354,0	6 193,0	0,0	6 559,0	366,1
. - - - - À court terme	1 869,0	0,0	2 588,0	719,0	288,6	0,0	168,4	-120,2
. - - - - À long terme	1 540,0	0,0	467,0	-1 073,0	5 904,4	0,0	6 390,6	486,2
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	56 900,3	0,0	76 279,3	19 379,1
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	625,8	625,8
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	56 900,3	0,0	75 653,5	18 753,2
. - - - Régime d'assurance, de pension et de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
garanties standardisées								
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Crédits commerciaux et avances	14 726,1	0,0	19 976,1	5 250,0	90 112,1	0,0	114 353,8	24 241,7
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres secteurs	14 726,1	0,0	19 976,1	5 250,0	90 112,1	0,0	114 353,8	24 241,7
. - - - À court terme	14 617,0	0,0	19 819,6	5 202,6	60 735,9	0,0	83 845,1	23 109,2
. - - - À long terme	109,1	0,0	156,5	47,4	29 376,2	0,0	30 508,7	1 132,5
. - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	237,0	0,0	260,0	23,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	237,0	0,0	260,0	23,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 726,1	0,0	19 976,1	5 250,0	89 875,1	0,0	114 093,8	24 218,7
. - - - À court terme	14 617,0	0,0	19 819,6	5 202,6	60 498,9	0,0	83 585,1	23 086,2
. - - - À long terme	109,1	0,0	156,5	47,4	29 376,2	0,0	30 508,7	1 132,5
. - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	567,0	0,0	545,0	-22,0	61 131,0	0,0	78 855,2	17 724,2
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	359,1	0,0	8 622,3	8 263,2
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	359,1	0,0	8 622,3	8 263,2
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	508,0	0,0	284,0	-224,0	187,0	0,0	113,0	-74,0
. - - - À court terme	508,0	0,0	284,0	-224,0	187,0	0,0	113,0	-74,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	59,0	0,0	261,0	202,0	60 584,9	0,0	70 119,9	9 535,0
. - - - - - À court terme	59,0	0,0	261,0	202,0	8 805,0	0,0	8 271,0	-534,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	51 779,9	0,0	61 848,9	10 069,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	59,0	0,0	261,0	202,0	60 584,0	0,0	70 119,0	9 535,0
. - - - - - À court terme	59,0	0,0	261,0	202,0	8 805,0	0,0	8 271,0	-534,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	51 779,0	0,0	61 848,0	10 069,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	43 364,4	2 949,5	46 313,9	0,0
. - - Avoirs de réserve	329 031,9	2 780,1	392 846,1	61 034,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	36 353,4	2 476,6	38 887,7	57,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Position de réserve au FMI	273,7	303,5	4 765,0	4 187,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	292 404,8	0,0	349 193,4	56 788,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	292 404,8	0,0	349 193,4	56 788,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 937,5	0,0	316,3	-1 621,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	290 467,3	0,0	348 877,1	58 409,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteurs d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité , gaz,	E. Distribution d'eau, assainissement, ...	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	43 449,1	5 717,2	0,0	0,0	-2 348,4	1 098,2	-54,0	3 527,9	-9 919,4	22 661,9	161,0	0,0	64 293,5
<i>UEMOA</i>	0,0	0,0	3 945,9	0,0	0,0	-2 348,4	1 943,8	-54,0	3 500,0	4,9	20 355,7	161,0	0,0	27 508,9
Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	607,6	0,0	0,0	-2 348,4	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	30,7	0,0	-1 708,9
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 913,7	-54,0	0,0	1,2	19 573,6	0,0	0,0	21 285,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	1,2
Sénégal	0,0	0,0	3 227,1	0,0	0,0	0,0	29,1	0,0	3 500,0	1,2	1 340,0	130,2	0,0	8 228,0
Togo	0,0	0,0	110,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-305,4	0,0	0,0	-194,5
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	43 449,1	35,8	0,0	0,0	0,0	-845,5	0,0	0,0	-8 646,6	2 180,5	0,0	0,0	36 173,2
Ghana	0,0	0,0	35,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	35,8
Nigeria	0,0	43 449,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-845,5	0,0	0,0	-8 646,6	2 180,5	0,0	0,0	36 137,4
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-298,1	0,0	0,0	-298,1
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	1 735,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,9	-1 277,7	423,7	0,0	0,0	909,5
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,9	0,0	298,0	0,0	0,0	325,9
EUROPE	0,0	0,0	6 289,3	0,0	0,0	6 007,4	8 236,6	22 845,3	-128,2	6 422,2	52 991,6	0,0	0,0	102 664,2
<i>UNION EUROPEENNE</i>	0,0	0,0	3 941,3	0,0	0,0	6 007,4	7 944,6	22 845,3	-125,0	0,0	52 991,6	0,0	0,0	93 605,3
<i>ZONE EURO dont :</i>	0,0	0,0	3 941,3	0,0	0,0	6 007,4	7 957,6	22 844,9	-125,0	0,0	52 991,6	0,0	0,0	93 617,9
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	1 618,0	0,0	0,0	5 953,3	7 823,8	22 844,9	-125,0	0,0	51 680,3	0,0	0,0	89 795,4

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité , gaz,	E. Distribution d'eau, assainissement, ...	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	123,5	0,0	0,0	0,0	133,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	257,3
Pays-Bas	0,0	0,0	2 199,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-28,7	0,0	0,0	2 171,1
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-13,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-12,6
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	0,0	2 348,0	0,0	0,0	0,0	292,0	0,0	-3,2	6 422,2	0,0	0,0	0,0	9 059,0
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	1 119,0	0,0	0,0	0,0	292,0	0,0	-3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1 407,8
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	32 550,9	174,0	0,0	0,0	0,0	-1 028,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31 696,1
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	32 550,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32 550,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	174,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	174,0
ASIE dont :	0,0	0,0	456,1	0,0	0,0	0,0	143,7	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0	600,8
Chine	0,0	0,0	-2 156,7	0,0	0,0	0,0	-39,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	-2 195,3
Inde	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	122,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	123,7
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	-679,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 081,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 081,2
TOTAL	0,0	76 000,0	12 636,6	0,0	0,0	3 659,0	9 530,9	22 791,3	3 399,7	-3 497,2	75 653,5	161,0	1,0	200 335,8

Source : BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 5 : Matrices des échanges intra-communautaires en 2014

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 658,1	9 098,5	0,0	853,6	28 120,4	193,0	9 480,3	50 403,8
	Burkina Faso	2 634,2		15 596,7		34 951,3	17 143,9	480,0	4 298,9	75 105,0
	Côte d'Ivoire	19 637,4	359 038,3		376,1	191 670,0	36 103,9	72 977,7	113 222,9	793 026,3
	Guinée Bissau	257,7	4,0					3,2		264,9
	Mali	342,1	69 880,7	38 787,4	2,8		1 054,5	17 288,2	1 334,4	128 690,1
	Niger	1 214,2	98 895,0	3 749,3		14 225,7		65,9	1 699,2	119 849,3
	Sénégal	7 665,0	33 594,1	51 360,8	49 251,7	245 520,2	6 212,1		14 902,0	408 505,9
	Togo	130 993,3	102 778,4	29 865,4	3,9	15 960,0	59 322,8	16 900,4		355 824,2
	UEMOA	162 743,9	666 848,6	148 458,1	49 634,5	503 180,8	147 957,6	107 908,4	144 937,7	1 931 669,5

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2015)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlées en 2014

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 459,8	2 265,8	103,5	65 065,4	31 090,0	150,1	71 876,1	172 010,7
	Burkina Faso	8 864,4	0,0	634,3	0,0	67,7	181,8	14,9	709,3	10 472,4
	Côte d'Ivoire	14 052,6	811,3	0,0	66,9	2 513,3	480,1	636,8	0,0	18 561,0
	Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	8 896,2	0,0	3 737,0	0,0	12 633,2
	Mali	7 643,1	505,1	2 121,6	221,7	0,0	1 054,5	28 809,2	6 458,0	46 813,2
	Niger	7 974,4	153,3	690,5	0,0	14 225,7	0,0	65,9	1 699,2	24 809,0
	Sénégal	1 345,4	23,9	694,9	3 609,3	0,0	267,1	0,0	0,0	5 940,6
	Togo	391,0	1 962,2	3 474,8	22,5	669,0	0,0	1 167,9	0,0	7 687,4
	UEMOA	40 270,9	4 915,6	9 881,9	4 023,9	91 437,3	33 073,5	34 581,8	80 742,6	298 927,5

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2015)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 117,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 210,4	343,1	81 356,4	222 414,5
	Burkina Faso	11 498,6		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	85 577,4
	Côte d'Ivoire	33 690,0	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,3
	Guinée Bissau	257,7	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 898,1
	Mali	7 985,2	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 503,3
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	9 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	414 446,6
	Togo	131 384,3	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		363 511,6
	UEMOA	203 014,8	671 764,2	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 031,1	142 490,2	225 680,3	2 230 597,1

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2015)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 916,6	1 572,5	97,2	1 222,9	1 489,6	3 027,1	7 696,5	21 022,3
	Burkina Faso	12 373,4		4 191,5	62,2	2 596,3	4 231,8	3 302,3	11 689,1	38 446,5
	Côte d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		54,1	5 832,2	1 215,5	4 861,8	8 229,2	47 829,5
	Guinée-Bissau	115,0	269,9	155,9		761,9	0,0	2 258,6	0,0	3 561,4
	Mali	4 106,6	11 870,6	5 857,3	575,1		3 970,5	5 538,2	2 461,3	34 379,6
	Niger	3 768,8	2 500,9	2 947,3	19,9	874,8		4 127,8	3 999,8	18 239,3
	Sénégal	2 023,2	4 741,6	1 686,0	1 231,2	6 678,8	1 686,0		674,4	18 721,3
	Togo	13 476,1	2 767,7	1 422,2	65,5	1 063,0	590,7	4 403,0		23 788,3
	UEMOA	49 578,8	41 988,5	17 832,7	2 105,1	19 029,8	13 184,1	27 518,8	34 750,4	205 988,3

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2015)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 894,1	6 545,3	34,6	4 338,6	1 979,1	4 403,2	4 835,5	24 030,4
	Burkina Faso	2 582,2		9 889,8	90,8	22 484,9	1 828,3	10 142,1	4 669,4	51 687,5
	Côte d'Ivoire	5 766,5	12 987,9		245,2	65 761,6	3 557,9	20 650,1	6 062,4	115 031,4
	Guinée-Bissau	168,4	14,0	146,6		1 227,4	528,8	7 585,2	274,7	9 945,0
	Mali	2 218,0	1 767,5	7 445,8	198,9		2 640,8	9 166,4	5 673,3	29 110,7
	Niger	2 909,7	1 092,4	4 257,1	1 114,1	9 856,9		3 945,7	4 715,3	27 891,3
	Sénégal	2 334,3	2 670,9	6 864,1	3 935,5	20 403,9	5 959,6		2 414,6	44 582,9
	Togo	3 049,3	1 084,4	7 536,9	29,8	2 325,8	1 175,7	4 128,6		19 330,5
	UEMOA	19 028,3	21 511,0	42 685,7	5 648,9	126 399,1	17 670,2	60 021,2	28 645,3	321 609,7

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2015)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2014

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation (%)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation (%)	Part relative (en %)	
	2013	2014		2013	2014		2013	2014
PRODUITS DU COTON	210 231,2	217 370,9	3,4	133 406,4	156 237,4	3,4	42,4	33,0
Fibres de coton	158 736,4	186 037,1	17,2	122 490,2	150 434,9	17,2	38,9	31,8
Graines de Coton	9 968,9	3 074,4	-69,2	2 244,4	386,2	-69,2	0,7	0,1
Tourteaux de coton	33 898,3	23 489,3	-30,7	4 134,0	2 643,4	-30,7	1,3	0,6
Huile de coton	7 627,6	4 770,2	-37,5	4537,7	2 772,9	-37,5	1,4	0,6
PROD.DU PALMIER	14 078,5	149,1	-98,9	3 544,1	2 797,5	-98,9	1,1	0,6
Huile de palme	4 109,2	99,0	-97,6	1 299,7	2 772,9	-97,6	0,4	0,6
Huile de palmiste	0,4	33,1	8175,0	0,0	21,2	8 175,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	9 968,9	17,0	-99,8	2 244,4	3,4	-99,8	0,7	0,0
AUTRES PRODUITS dont	840 744,2	955 773,1	13,7	177 828,6	314 707,5	13,7	56,5	66,4
Viande et abats comestibles	0,0	164,8		0,0	202,0	0,0	0,0	0,0
Noix d'anacarde	115 474,6	117 886,8	2,1	30 677,8	32 437,5	2,1	9,7	6,8
Riz	31 229,1	19 315,2	-38,1	1 613,1	3 572,2	-38,1	0,5	0,8
Tabacs et cigarettes	119,8	28,1	-76,5	418,2	193,5	-76,5	0,1	0,0
Sucre et sucrerie	17 140,1	15 500,0	-9,6	5 912,9	4 370,0	-9,6	1,9	0,9
Boissons	903,1	581,5	-35,6	420,2	180,0	-35,6	0,1	0,0
Bois et ouvrages en bois	107 557,4	44 781,7	-58,4	8 741,7	6 180,7	-58,4	2,8	1,3
Produits pétroliers	36 387,6	107 680,8	195,9	18 323,0	51 412,4	195,9	5,8	10,9
Métaux précieux	10,5	10,8	2,9	10 496,0	10 747,3	2,9	3,3	2,3
Fer fonte et acier	162 387,5	214 432,6	32,0	34 050,6	26 073,0	32,0	10,8	5,5
TOTAL (statistiques officielles)	1 065 054,0	1 173 293,2	10,2	314 779,1	473 742,4	10,2	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2015)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Produits du coton	62 389,1	61 130,0	91 829,0	133 406,4	156 237,4
Produits du palmier	5 688,1	2 487,2	5 620,5	3 544,1	2 797,5
Autres produits	179 966,9	104 009,2	136 884,9	177 828,6	314 707,5
Total statistiques officielles	248 044,1	167 626,5	234 334,4	314 779,1	473 742,4
Ajustement de champ	386 706,9	418 697,5	502 163,4	664 346,6	793 543,8
<i>dont réexportation</i>	172 543,7	204 087,7	361 443,4	531 551,6	641 507,0
Exportations totales ajustées	634 751,0	586 324,0	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2

Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 6.3 : Répartition géographiques des exportations officielles

Régions	2012	2013	2014	2013	2014
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	112 530,7	157 827,8	190 317,9	50,1	40,2
Chine	58 942,5	59 335,9	46 680,0	18,9	9,9
Taiwan	50,5	0,0	1 688,1	0,0	0,4
Vietnam	3 520,1	10 838,2	19 518,6	3,4	4,1
Pakistan	506,4	0,0	2 241,6	0,0	0,5
Indonésie	1 347,0	19 112,0	16 963,2	6,1	3,6
Bangladesh	2,5	8 662,8	20 777,6	2,8	4,4
Thaïlande	1 675,7	0,0	2 312,4	0,0	0,5
Inde	26 251,7	35 007,3	40 601,2	11,1	8,6
Malaisie	0,0	11 503,7	17 949,7	3,7	3,8
Singapour	0,0	4 480,5	205,8	1,4	0,0
Autres	20 234,3	8 887,5	21 251,2	2,8	4,5
EUROPE	16 552,0	42 822,7	73 492,2	13,6	15,5
Union Européenne	15 129,7	21 601,2	64 619,1	6,9	13,6
Belgique	418,5	599,0	7 542,4	0,2	1,6
France	2 131,6	1 586,1	14 869,4	0,5	3,1
Allemagne	743,8	818,3	863,1	0,3	0,2
Espagne	559,7	1 067,6	1 067,6	0,3	0,2
Portugal	3 870,7	1 572,8	1 572,8	0,5	0,3
Pays bas	1 381,6	6 366,9	14 203,7	2,0	3,0
Italie	202,9	381,7	1 072,2	0,1	0,2
Danemark	0,0	5 392,1	9 252,7	1,7	2,0
Autres	5 820,9	3 816,8	13 807,9	1,2	2,9
Non Union Européenne	1 422,3	21 221,5	8 873,2	6,7	1,9
Norvège	0,0	18 372,4	188,1	5,8	0,0
Suisse	1 015,2	2 013,5	6 230,6	0,6	1,3
Autres	407,1	835,7	2 454,4	0,3	0,5
AFRIQUE	103 518,5	111 913,3	199 480,5	35,6	42,1
UEMOA	34 194,5	35 336,8	50 403,8	11,2	10,6
Burkina	1 468,2	3 245,4	2 658,1	1,0	0,6
Côte d'Ivoire	15 250,2	6 537,5	9 098,5	2,1	1,9
Niger	12 173,6	15 549,0	28 120,4	4,9	5,9
Mali	371,3	556,1	853,6	0,2	0,2
Sénégal	811,2	590,5	193,0	0,2	0,0
Togo	4 120,0	8 858,3	9 480,3	2,8	2,0
NON UEMOA	69 324,0	76 576,5	149 076,8	24,3	31,5
Ghana	11 702,8	8 270,6	18 283,9	2,6	3,9
Nigeria	20 563,0	34 569,9	23 863,9	11,0	5,0
Tchad	30 476,7	21 531,0	12 668,2	6,8	2,7
Afrique du Sud	2 715,7	1 632,2	2 457,1	0,5	0,5
Gabon	-	388,4	70 510,8	0,1	14,9
Autres	3 865,8	10 184,4	21 293,0	3,2	4,5
AMERIQUE	1 730,2	2 137,5	10 443,6	0,7	2,2
USA	965,8	1 615,4	5 767,5	0,5	1,2
Canada	5,8	2,5	165,4	0,0	0,0
Brésil	155,6	64,6	3 909,1	0,0	0,8
Colombie	19,9	0,0	471,0	0,0	0,1
Autres	583,1	455,0	130,7	0,1	0,0
Non classés ailleurs	3,0	77,8	8,1	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	234 334,4	314 779,1	473 742,4	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2015)

Annexe 6.4 : Répartition géographiques des exportations ajustées

Régions	2012	2013	2014	2013	2014
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	112 530,7	157 827,8	190 317,9	16,1	15,0
Chine	58 942,5	59 335,9	46 680,0	6,1	3,7
Taiwan	50,5	0,0	1 688,1	0,0	0,1
Vietnam	3 520,1	10 838,2	19 518,6	1,1	1,5
Pakistan	506,4	0,0	2 241,6	0,0	0,2
Indonésie	1 347,0	19 112,0	16 963,2	2,0	1,3
Bangladesh	2,5	8 662,8	20 777,6	0,9	1,6
Thaïlande	1 675,7	0,0	2 312,4	0,0	0,2
Inde	26 251,7	35 007,3	40 601,2	3,6	3,2
Malaisie	0,0	11 503,7	17 949,7	1,2	1,4
Autres	20 234,3	13 368,0	21 457,0	1,4	1,7
EUROPE	16 552,0	42 822,7	73 492,2	4,4	5,8
Union Européenne	15 129,7	21 601,2	64 619,1	2,2	5,1
Belgique	418,5	599,0	7 542,4	0,1	0,6
France	2 131,6	1 586,1	14 869,4	0,2	1,2
Allemagne	743,8	818,3	863,1	0,1	0,1
Espagne	559,7	1 067,6	1 067,6	0,1	0,1
Portugal	3 870,7	1 572,8	1 572,8	0,2	0,1
Pays bas	1 381,6	6 366,9	14 203,7	0,7	1,1
Italie	202,9	381,7	1 072,2	0,0	0,1
Danemark	0,0	5 392,1	9 252,7	0,6	0,7
Autres	5 820,9	3 816,8	13 807,9	0,4	1,1
Non Union Européenne	1 422,3	21 221,5	8 873,2	2,2	0,7
Norvège	0,0	18 372,4	188,1	1,9	0,0
Suisse	1 015,2	2 013,5	6 230,6	0,2	0,5
Autres	407,1	835,7	2 454,4	0,1	0,2
AFRIQUE	605 681,9	776 337,7	993 024,3	79,3	78,4
UEMOA	230 480,4	215 365,8	222 414,5	22,0	17,6
Burkina	8 643,1	4 314,7	4 090,9	0,4	0,3
Côte d'Ivoire	13 507,5	11 008,7	11 364,3	1,1	0,9
Niger	38 996,5	45 303,7	59 237,3	4,6	4,7
Mali	75 077,3	65 692,2	65 919,0	6,7	5,2
Sénégal	28 750,0	18 907,4	343,1	1,9	0,0
Togo	65 189,1	70 053,6	81 356,4	7,2	6,4
NON UEMOA	375 201,5	560 971,9	770 609,8	57,3	60,8
Ghana	11 702,8	60 587,4	18 283,9	6,2	1,4
Nigeria	330 306,3	253 246,7	645 396,9	25,9	50,9
Gabon	-	388,4	70 510,8	0,0	5,6
Tchad	30 476,7	157 728,4	12 668,2	16,1	1,0
Afrique du Sud	2 715,7	11 956,9	2 457,1	1,2	0,2
Autres	0,0	77 452,5	91 803,8	7,9	7,2
AMERIQUE	1 730,2	2 137,5	10 443,6	0,2	0,8
USA	965,8	1 615,4	5 767,5	0,2	0,5
Canada	5,8	2,5	165,4	0,0	0,0
Brésil	155,6	64,6	3 909,1	0,0	0,3
Colombie	19,9	0,0	471,0	0,0	0,0
Autres	583,1	455,0	130,7	0,0	0,0
Non classés ailleurs	3,0	0,0	8,1	0,0	0,0
TOTAL	736 497,8	979 125,7	1 267 286,2	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2015)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2014

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	403 945,7	330 346,2	450 779,2	585 902,6	846 834,3
Autres biens de consommation	128 039,5	131 311,5	135 240,5	140 699,7	167 841,4
Biens intermédiaires	150 568,1	184 791,1	193 296,5	204 670,4	207 909,6
Produits énergétiques	206 897,5	163 157,9	248 266,0	204 821,0	258 352,5
Biens d'équipement	141 447,6	142 831,9	134 884,6	280 476,9	366 182,6
Autres biens non classés ailleurs	803,5	935,5	5 949,7	7 376,7	7 582,3
Total statistiques officielles	1 031 702,0	953 374,1	1 168 416,5	1 423 947,3	1 854 702,7
Ajustement de champ	11 244,6	52 390,9	25 652,0	63 190,8	40 270,9
Commerce non enregistré	8 726,1	47 769,9	25 652,0	63 190,8	40 270,9
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1 042 946,6	1 005 765,0	1 194 068,5	1 487 138,1	1 894 973,6
PIB à prix courants	3 452 000,0	3 687 300,0	4 144 000,0	4 501 100,0	4 734 200,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	30,2	27,3	28,8	33,0	40,0

Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2014 (%)
	2013	2014		2013	2014		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 236 198,9	2 341 720,1	4,7	585 902,6	846 834,3	44,5	45,7
Céréales	1 408 386,0	1 402 481,0	-0,4	298 585,3	505 275,6	69,2	27,2
dont Riz	1 383 705,1	1 399 789,8	1,2	293 638,7	504 658,5	71,9	27,2
Sucres et sucreries	80 160,8	77 785,1	-3,0	17 845,1	15 944,4	-10,7	0,9
Boissons et tabacs	37 157,2	44 799,9	20,6	11 246,1	10 554,6	-6,1	0,6
Autres produits alimentaires	710 494,8	816 654,1	14,9	258 226,0	315 059,6	22,0	17,0
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	291 874,9	345 030,7	18,2	140 699,7	167 841,4	19,3	9,0
BIENS INTERMEDIAIRES	1 384 309,3	1 341 725,2	-3,1	204 670,4	207 909,6	1,6	11,2
Produits chimiques	67 144,9	177 505,2	164,4	30 776,2	60 001,3	95,0	3,2
Coton et articles en coton	17 769,6	22 003,4	23,8	26 252,8	28 353,4	8,0	1,5
Autres biens intermédiaires	1 299 394,8	1 142 216,6	-12,1	147 641,3	119 554,9	-19,0	6,4
PRODUITS ENERGETIQUES	392 397,1	599 949,9	52,9	204 821,0	258 352,5	26,1	13,9
Produits pétroliers	391 994,3	561 234,2	43,2	137 015,0	187 905,1	37,1	10,1
Energie électrique			0,0	67 608,8	68 478,3	1,3	3,7
Autres produits énergétiques	402,8	38 715,7	9 511,6	197,1	1 969,0	899,0	0,1
BIENS D'EQUIPEMENT	124 466,5	175 252,0	40,8	280 476,9	366 182,6	30,6	19,7
Machines et appareils	51 581,7	71 866,8	39,3	144 137,1	146 487,9	1,6	7,9
Matériels de transport	72 884,8	103 385,1	41,8	136 339,9	219 694,6	61,1	11,8
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	7 698,9	8 283,8	7,6	7 376,7	7 582,3	2,8	0,4
TOTAL (statistiques off. CAF)	4 436 945,6	4 811 961,7	8,5	1 423 947,3	1 854 702,7	30,3	100,0

Source : INSAE (Septembre 2015)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (flux officiels + non contrôlés)

POSTES	2012	2013	2014	2013	2014
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
EUROPE	480 967,6	455 733,4	573 788,7	30,6	30,3
Union Européenne dont :	433 489,2	431 403,5	546 463,8	29,0	28,8
Belgique	60 124,6	56 467,4	70 875,2	3,8	3,7
France	160 512,6	165 607,1	149 638,1	11,1	7,9
Allemagne	19 215,9	19 444,0	22 338,2	1,3	1,2
Pays Bas	52 430,2	61 643,4	79 752,5	4,1	4,2
Espagne	22 241,2	22 055,7	50 823,0	1,5	2,7
Italie	10 818,5	17 042,2	33 043,3	1,1	1,7
Autres pays d'Europe	26 436,1	24 329,9	23 576,7	1,6	1,2
AFRIQUE	290 174,0	346 367,6	382 369,3	23,3	20,2
UEMOA dont :	201 330,5	245 053,6	203 014,8	16,5	10,7
Côte d'Ivoire	50 770,6	38 329,2	33 690,0	2,6	1,8
Sénégal	11 537,2	10 689,8	9 010,4	0,7	0,5
Burkina Faso	5 365,1	2 993,2	11 498,6	0,2	0,6
Togo	116 950,1	158 299,7	131 384,3	10,6	6,9
Ghana	7 406,3	12 300,1	14 183,0	0,8	0,7
Nigeria	51 145,6	37 981,4	38 914,2	2,6	2,1
Afrique du Sud	13 344,2	13 893,1	14 235,8	0,9	0,8
AMERIQUE	89 514,1	123 982,9	164 312,2	8,3	8,7
USA	17 743,9	76 695,7	116 746,4	5,2	6,2
Canada	4 879,5	7 032,4	6 502,2	0,5	0,3
Brésil	42 022,9	35 909,6	31 804,0	2,4	1,7
ASIE	332 557,5	559 859,3	772 624,0	37,6	40,8
Chine	89 743,5	137 818,8	141 729,8	9,3	7,5
Taïwan	774,2	416,4	679,7	0,0	0,0
Japon	12 179,9	9 612,3	5 341,3	0,6	0,3
Hong-kong	11 403,8	10 143,3	11 850,5	0,7	0,6
Inde	48 992,7	163 639,9	237 704,1	11,0	12,5
Thaïlande	56 032,1	96 977,3	223 740,3	6,5	11,8
Indonésie	2 581,7	3 926,1	9 550,4	0,3	0,5
Corée	1 612,8	471,9	2 506,0	0,0	0,1
AUTRES PAYS	855,3	1 194,9	1 879,4	0,1	0,1
TOTAL (CAF)	1 194 068,5	1 487 138,1	1 894 973,6	100,0	100,0

Sources : INSAE-BCEAO (Décembre 2015)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2014

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	1 587 283,9	52 048,6	178 292,5	1 817 625,0
Investissements directs	23 399,9	47 258,6	28 356,0	99 014,6
Investissements de portefeuille	622 949,2	37,0	2 454,5	625 440,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	519 049,8	4 753,0	176 520,8	700 323,6
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	248 143,2	104,0	135 728,4	383 975,5
Prêts	265 465,0	2 588,0	27 774,0	295 827,0
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	5 436,6	2 061,0	12 478,5	19 976,1
Autres comptes à payer/à recevoir	5,0	0,0	540,0	545,0
Avoirs de réserves	421 885,0	0,0	-29 038,9	392 846,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	38 887,7	38 887,7
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	4 765,0	4 765,0
Autres avoirs de réserve	421 885,0	0,0	-72 691,6	349 193,4
Stocks de passifs financiers	918 124,9	526 421,4	1 405 902,4	2 850 448,7
Investissements directs	148 842,8	374 773,0	136 676,2	660 292,0
Investissements de portefeuille	312 043,0	59 526,5	5 368,0	376 937,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	457 239,1	92 121,9	1 263 858,2	1 813 219,3
Autres titres de participation	0,0	0,0	740,0	740,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	163 765,0	0,0	101 550,5	265 315,5
Prêts	236 304,9	2 295,2	1 069 040,8	1 307 640,8
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	37 890,6	33 265,7	43 197,6	114 353,8
Autres comptes à payer/à recevoir	19 278,7	56 561,0	3 015,5	78 855,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	46 313,9	46 313,9
Position extérieure globale nette (A) - (B)	669 159,0	-474 372,7	-1 227 609,9	-1 032 823,7

Source: BCEAO (Décembre 2015)



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int